

**Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914 et révisée à Rome le 2 juin 1928, à Bruxelles le 26 juin 1948, à Stockholm le 14 juillet 1967 et à Paris le 24 juillet 1971**

Les pays de l'Union, également animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques;

Reconnaissant l'importance des travaux de la Conférence de révision tenue à Stockholm en 1967;

Ont résolu de réviser l'Acte adopté par la Conférence de Stockholm, tout en laissant sans changement les articles 1 à 20 et 22 à 26 de cet Acte.

En conséquence, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1

Les pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

#### Art. 2.

1. Les termes "œuvres littéraires et artistiques" comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que : les livres, brochures et autres écrits; les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les œuvres chorégraphiques et les pantomimes; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres cinématographiques, auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la cinématographie; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les œuvres photographiques, auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie; les œuvres des arts appliqués; les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

2. Est toutefois réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de prescrire que les œuvres littéraires et artistiques ou bien l'une ou plusieurs catégories d'entre elles ne sont pas protégées tant qu'elles n'ont pas été fixées sur un support matériel.

#### VERTALING

**Berner conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst van 9 september 1886, aangevuld te Parijs op 4 mei 1896, herzien te Berlijn op 13 november 1908, aangevuld te Bern op 20 maart 1914, herzien te Rome op 2 juni 1928, te Brussel op 26 juni 1948, te Stockholm op 14 juli 1967 en te Parijs op 24 juli 1971**

De landen van de Unie, gelijkelijk bezielde door de wens op een zo doeltreffend en eenvormig mogelijke wijze de rechten van de auteurs op hun werken van letterkunde en kunst te beschermen;

het belang erkennend van de werkzaamheden van de herzienings-conferentie van Stockholm in 1967;

hebben besloten de door de Conferentie van Stockholm aangenomen Akte te herzien met ongewijzigde handhaving van de artikelen 1 tot en met 20 en 22 tot en met 26 van die Akte.

Dientengevolge zijn de ondergetekende gevolmachtigden, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, het volgende overeengekomen :

#### Artikel 1.

De landen waarvoor deze Conventie geldt, vormen een Unie voor de bescherming van de rechten van de auteurs op hun werken van letterkunde en kunst.

#### Art. 2.

1. De term "werken van letterkunde en kunst" omvat alle voortbrengselen op het gebied van letterkunde, wetenschap en kunst, welke ook de wijze of de vorm van uitdrukking zij, zoals boeken, brochures en andere geschriften; voordrachten, toespraken, preken en andere werken van dien aard; toneelwerken of dramatisch-muzikale werken; choreografische werken en pantomimes; muzikale composities met of zonder woorden; cinematografische werken, waarmee volgens een soortgelijke werkwijze uitgedrukte werken worden gelijkgesteld; werken van teken-, schilder-, bouw-, beeldhouw-, graveer- en lithografeerkunst; fotografische werken, waarmee volgens een soortgelijke werkwijze uitgedrukte werken worden gelijkgesteld; werken van toegepaste kunst; illustraties en aardrijkskundige kaarten; tekeningen, schetsen en plastische werken, betrekking hebbende op de aardrijkskunde, de topografie, de bouwkunde of de wetenschappen.

2. Het is nochtans aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden te bepalen dat werken van letterkunde en kunst, of een of meer categorieën daarvan, niet beschermd zijn voorzover zij niet in een tastbare vorm zijn vastgelegd.

3. Sont protégés comme des œuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres transformations d'une œuvre littéraire ou artistique.

4. Il est réservé aux législations des pays de l'Union de déterminer la protection à accorder aux textes officiels d'ordre législatif, administratif ou judiciaire, ainsi qu'aux traductions officielles de ces textes.

5. Les recueils d'œuvres littéraires ou artistiques tels que les encyclopédies et anthologies qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles sont protégés comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des œuvres qui font partie de ces recueils.

6. Les œuvres mentionnées ci-dessus jouissent de la protection dans tous les pays de l'Union. Cette protection s'exerce au profit de l'auteur et de ses ayants droit.

7. Il est réservé aux législations des pays de l'Union de régler le champ d'application des lois concernant les œuvres des arts appliqués et les dessins et modèles industriels, ainsi que les conditions de protection de ces œuvres, dessins et modèles, compte tenu des dispositions de l'article 7.4) de la présente Convention. Pour les œuvres protégées uniquement comme dessins et modèles dans le pays d'origine, il ne peut être réclamé dans un autre pays de l'Union que la protection spéciale accordée dans ce pays aux dessins et modèles; toutefois, si une telle protection spéciale n'est pas accordée dans ce pays, ces œuvres seront protégées comme œuvres artistiques.

8. La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

#### Art. 2bis.

1. Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté d'exclure partiellement ou totalement de la protection prévue à l'article précédent les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires.

2. Est réservée également aux législations des pays de l'Union la faculté de statuer sur les conditions dans lesquelles les conférences, allocutions et autres œuvres de même nature, prononcées en public, pourront être reproduites par la presse, radiodiffusées, transmises par fil au public et faire l'objet des communications publiques visées à l'article 11bis.1) de la présente Convention, lorsqu'une telle utilisation est justifiée par le but d'information à atteindre.

3. Toutefois, l'auteur jouit du droit exclusif de réunir en recueil ses œuvres mentionnées aux alinéas précédents.

#### Art. 3.

1. Sont protégés en vertu de la présente Convention :

a. les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, pour leurs œuvres, publiées ou non;

b. les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, pour les œuvres qu'ils publient pour la première fois dans l'un de ces pays ou simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union.

2. Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union mais ayant leur résidence habituelle dans l'un de ceux-ci sont, pour l'application de la présente Convention, assimilés aux auteurs ressortissant audit pays.

3. Par "œuvres publiées", il faut entendre les œuvres éditées avec le consentement de leurs auteurs, quel que soit le mode de fabrication des exemplaires, pourvu que la mise à disposition de ces derniers ait été telle qu'elle satisfasse les besoins raisonnables du public, compte tenu de la nature de l'œuvre. Ne constituent pas une publication la représentation d'une œuvre dramatique, dramatico-musicale ou cinématographique, l'exécution d'une œuvre musicale, la récitation publique d'une œuvre littéraire, la transmission ou la radiodiffusion des œuvres littéraires ou artistiques, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture.

4. Est considérée comme publiée simultanément dans plusieurs pays toute œuvre qui a paru dans deux ou plusieurs pays dans les trente jours de sa première publication.

3. Als oorspronkelijke werken worden beschermd, onverminderd de rechten van de auteur van het oorspronkelijke werk : vertalingen, bewerkingen, muziekarrangementen en andere wijzigingen van een werk van letterkunde of kunst.

4. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden om de aan officiële teksten op het gebied van wetgeving, bestuur en rechtspraak, een aan officiële vertalingen van deze teksten te verlenen bescherming vast te stellen.

5. Verzamelingen van werken van letterkunde of kunst, zoals encyclopedieën en bloemlezingen, die door de keuze of de rangschikking van de stof een schepping van de geest vormen, worden als zodanig beschermd, onverminderd de rechten van de auteurs op elk werk dat van deze verzamelingen deel uitmaakt.

6. De in dit artikel vermelde werken genieten bescherming in alle landen van de Unie. Deze bescherming bestaat ten gunste van de auteur en van zijn rechtsopvolgers.

7. Het is onderminderd de bepalingen van artikel 7, vierde lid, van de Conventie aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden om het toepassingsgebied te bepalen van hun wetten betreffende werken van toegepaste kunst en tekeningen en modellen van nijverheid alsmede betreffende de voorwaarden voor de bescherming van deze werken, tekeningen en modellen. Voor werken die in het land van oorsprong alleen als tekeningen en modellen zijn beschermd, kan in een ander land van de Unie slechts de bijzondere bescherming worden ingeroepen welke in dat land aan tekeningen en modellen wordt verleend; indien echter in dat land geen zodanige bijzondere bescherming wordt toegekend, worden deze werken beschermd als werken van kunst.

8. De bescherming van deze Conventie is niet toepasselijk op nieuwstijdingen of gemengde berichten die louter het karakter van persberichten dragen.

#### Art. 2bis.

1. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden om van de bescherming bedoeld in het vorige artikel politieke redevoeringen en in rechtszaken uitgesproken redevoeringen geheel of gedeeltelijk uit te sluiten.

2. Eveneens is het aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden om voorwaarden vast te stellen waaronder lezingen, toespraken en andere werken van dezelfde aard, die in het openbaar worden uitgesproken, door de pers mogen worden weergegeven, door de radio mogen worden uitgezonden, per draadverbinding aan het publiek mogen worden overgebracht en tot voorwerp mogen worden gemaakt van de openbare mededelingen bedoeld in het eerste lid van artikel 11bis onder (1), van deze Conventie, wanneer een zodanig gebruik is gerechtvaardigd uit een oogpunt van voorlichting.

3. Alleen de auteur zal evenwel het recht hebben zijn in de vorige leden genoemde werken in een verzameling bijeen te brengen.

#### Art. 3.

1. Krachtens deze Conventie genieten bescherming :

a. auteurs die onderdaan zijn van een van de landen van de Unie, voor hun al dan niet gepubliceerde werken;

b. auteurs die geen onderdaan zijn van een van de landen van de Unie, voor de werken die zij voor het eerst publiceren in een van deze landen of gelijktijdig in een land dat geen lid van de Unie is en in een land van de Unie.

2. Auteurs die geen onderdaan zijn van een van de landen van de Unie doch die hun gewone verblijfplaats in een van deze landen hebben, worden voor de toepassing van deze Conventie gelijkgesteld met onderdanen van dat land.

3. Onder "gepubliceerde werken" moeten worden verstaan de werken die met toestemming van hun auteur zijn uitgegeven, welke ook de wijze van vervaardiging moge zijn van de exemplaren, mits deze zodanig ter beschikking zijn gesteld dat daarmee wordt voorzien in de redelijke behoeften van het publiek, zulks met inachtneming van de aard van het werk. De opvoering van een toneelwerk of dramatisch-muzikaal werk, de vertoning van een cinematografisch werk, de uitvoering van een muziekwerk, de openbare voordracht van een werk van letterkunde, de overbrenging of radio-uitzending van werken van letterkunde of kunst, de tentoonstelling van een kunstwerk en het bouwen van een bouwwerk, vormen geen publikatie.

4. Als gelijktijdig in verscheidene landen gepubliceerd, wordt beschouwd elk werk dat binnen dertig dagen na zijn eerste publikatie in twee of meer landen verschenen is.

## Art. 4.

Sont protégés en vertu de la présente Convention, même si les conditions prévues à l'article 3 ne sont pas remplies,

a. les auteurs des œuvres cinématographiques dont le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans l'un des pays de l'Union;

b. les auteurs des œuvres d'architecture édifiées dans un pays de l'Union ou des œuvres des arts graphiques et plastiques faisant corps avec un immeuble situé dans un pays de l'Union.

## Art. 5.

1. Les auteurs jouissent, en ce qui concerne les œuvres pour lesquelles ils sont protégés en vertu de la présente Convention, dans les pays de l'Union autres que le pays d'origine de l'œuvre, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

2. La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

3. La protection dans le pays d'origine est réglée par la législation nationale. Toutefois, lorsque l'auteur ne ressortit pas au pays d'origine de l'œuvre pour laquelle il est protégé par la présente Convention, il aura, dans ce pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

4. Est considéré comme pays d'origine :

a. pour les œuvres publiées pour la première fois dans l'un des pays de l'Union, ce dernier pays; toutefois, s'il s'agit d'œuvres publiées simultanément dans plusieurs pays de l'Union admettant des durées de protection différentes, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la moins longue;

b. pour les œuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, ce dernier pays;

c. pour les œuvres non publiées ou pour les œuvres publiées pour la première fois dans un pays étranger à l'Union, sans publication simultanée dans un pays de l'Union, le pays de l'Union dont l'auteur est ressortissant; toutefois,

i. s'il s'agit d'œuvres cinématographiques dont le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans un pays de l'Union, le pays d'origine sera ce dernier pays, et

ii. s'il s'agit d'œuvres d'architecture édifiées dans un pays de l'Union ou d'œuvres des arts graphiques et plastiques faisant corps avec un immeuble situé dans un pays de l'Union, le pays d'origine sera ce dernier pays.

## Art. 6.

1. Lorsqu'un pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les œuvres des auteurs qui sont ressortissants de l'un des pays de l'Union, ce dernier pays pourra restreindre la protection des œuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces œuvres, ressortissants de l'autre pays et n'ont pas leur résidence habituelle dans l'un des pays de l'Union. Si le pays de la première publication fait usage de cette faculté, les autres pays de l'Union ne seront pas tenus d'accorder aux œuvres ainsi soumises à un traitement spécial une protection plus large que celle qui leur est accordée dans le pays de la première publication.

2. Aucune restriction, établie en vertu de l'alinéa précédent, ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

3. Les pays de l'Union qui, en vertu du présent article, restreindront la protection des droits des auteurs, le notifieront au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après désigné "le Directeur général") par une déclaration écrite, où seront indiqués les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces pays sont soumis. Le Directeur général communiquera aussitôt le fait à tous les pays de l'Union.

## Art. 4.

Krachtens deze Conventie genieten bescherming, zelfs indien de in artikel 3 bedoelde voorwaarden niet zijn vervuld :

a. auteurs van cinematografische werken waarvan de producent zijn zetel of zijn gewone verblijfplaats in een van de landen van de Unie heeft;

b. scheppers van bouwwerken die gebouwd zijn in een land van de Unie of auteurs van werken van grafische en plastische kunst die een geheel vormen met een gebouw gelegen in een land van de Unie.

## Art. 5.

1. De auteurs genieten voor de werken waarvoor zij krachtens deze Conventie zijn beschermd, in de landen van de Unie die niet het land van oorsprong van het werk zijn, de rechten welke de onderscheidene wetten thans of in de toekomst aan eigen onderdanen verlenen of zullen verlenen, alsmede de rechten door deze Conventie in het bijzonder verleend.

2. Het genot en de uitoefening van die rechten zijn aan geen enkele formaliteit onderworpen; dat genot en die uitoefening zijn onafhankelijk van het bestaan van de bescherming in het land van oorsprong van het werk. Bijgevolg worden, buiten de bepalingen van deze Conventie, de omvang van de bescherming, zowel als de rechtsmiddelen die de auteur worden gewaarborgd ter handhaving van zijn rechten uitsluitend bepaald door de wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

3. De bescherming in het land van oorsprong wordt geregeld door de nationale wetgeving. Wanneer de auteur evenwel geen onderdaan is van het land van oorsprong van het werk waarvoor hij door deze Conventie wordt beschermd, heeft hij in dat land dezelfde rechten als de auteurs die onderdaan van dat land zijn.

4. Als land van oorsprong wordt beschouwd :

a. voor de voor het eerst in één van de landen van de Unie gepubliceerde werken, dat land; indien het evenwel werken betreft die gelijktijdig zijn gepubliceerd in verscheidene landen van de Unie die een bescherming van verschillende duur kennen, het land waarvan de wetgeving de minst langdurige bescherming toekent;

b. voor werken die gelijktijdig zijn gepubliceerd in een land dat geen lid van de Unie is en in een land van de Unie, laatstgenoemd land;

c. voor niet gepubliceerde werken of voor werken die voor het eerst zijn gepubliceerd in een land dat geen lid van de Unie is, zonder dat gelijktijdige publikatie heeft plaatsgevonden in een land van de Unie, het land van de Unie waarvan de auteur onderdaan is; indien het evenwel :

i. cinematografische werken betreft waarvan de producent zijn zetel of zijn gewone verblijfplaats in een land van de Unie heeft, is dit land het land van oorsprong, en

ii. bouwwerken betreft gebouwd in een land van de Unie of werken van grafische en plastische kunst die één geheel vormen met een gebouw gelegen in een land van de Unie, is dit land het land van oorsprong.

## Art. 6.

1. Wanneer een land dat geen lid van de Unie is, de werken van auteurs die onderdaan zijn van een van de landen van de Unie niet in voldoende mate beschermt, kan dat laatste land de bescherming beperken van werken waarvan de auteurs op het ogenblik van de eerste publikatie van die werken onderdaan zijn van dat andere land en niet hun gewone verblijfplaats hebben in een van de landen van de Unie. Indien het land van eerste publikatie van deze bevoegdheid gebruik maakt, zijn de andere landen van de Unie niet gehouden aan de werken, die aldus aan een bijzondere behandeling zijn onderworpen, een ruimere bescherming toe te kennen dan die welke in het land van eerste publikatie wordt toegekend.

2. Geen krachtens het vorige lid opgelegde beperking zal de rechten mogen aantasten die een auteur mocht hebben verkregen op een werk dat is gepubliceerd in een land van de Unie voordat die beperking van kracht werd.

3. De landen van de Unie die krachtens dit artikel de bescherming van de rechten van de auteurs beperken, moeten daarvan aan de Directeur-generaal van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom (hierna te noemen de "Directeur-generaal") kennis geven door een schriftelijke verklaring, waarin moeten worden aangegeven de landen tegenover welke de bescherming wordt beperkt evenals de beperkingen waaraan de rechten van de tot die landen behorende auteurs zijn onderworpen. De Directeur-generaal zal die verklaring dadelijk ter kennis van alle landen van de Unie brengen.

## Art. 6bis.

1. Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur conserve le droit de revendiquer la paternité de l'œuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette œuvre ou à toute autre atteinte à la même œuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.

2. Les droits reconnus à l'auteur en vertu de l'alinéa 1) ci-dessus sont, après sa mort, maintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles la législation nationale du pays où la protection est réclamée donne qualité.

3. Toutefois, les pays dont la législation, en vigueur au moment de la ratification du présent Acte ou de l'adhésion à celui-ci, ne contient pas de dispositions assurant la protection après la mort de l'auteur de tous les droits reconnus en vertu de l'alinéa 1) ci-dessus ont la faculté de prévoir que certains de ces droits ne sont pas maintenus après la mort de l'auteur.

4. Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sont réglés par la législation du pays où la protection est réclamée.

## Art. 7.

1. La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

2. Toutefois, pour les œuvres cinématographiques, les pays de l'Union ont la faculté de prévoir que la durée de la protection expire cinquante ans après que l'œuvre aura été rendue accessible au public avec le consentement de l'auteur, ou qu'à défaut d'un tel événement intervenu dans les cinquante ans à compter de la réalisation d'une telle œuvre, la durée de la protection expire cinquante ans après cette réalisation.

3. Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection accordée par la présente Convention expire cinquante ans après que l'œuvre a été licitement rendue accessible au public. Toutefois, quand le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité, la durée de la protection est celle prévue à l'alinéa 1). Si l'auteur d'une œuvre anonyme ou pseudonyme révèle son identité pendant la période ci-dessus indiquée, le délai de protection applicable est celui prévu à l'alinéa 1). Les pays de l'Union ne sont pas tenus de protéger les œuvres anonymes ou pseudonymes pour lesquelles il y a tout lieu de présumer que leur auteur est mort depuis cinquante ans.

4. Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de régler la durée de la protection des œuvres photographiques et celle des œuvres des arts appliqués protégées en tant qu'œuvres artistiques; toutefois, cette durée ne pourra être inférieure à une période de vingt-cinq ans à compter de la réalisation d'une telle œuvre.

5. Le délai de protection postérieur à la mort de l'auteur et les délais prévus aux alinéas 2), 3) et 4) ci-dessus commencent à courir à compter de la mort ou de l'événement visé par ces alinéas, mais la durée de ces délais n'est calculée qu'à partir du premier janvier de l'année qui suit la mort ou ledit événement.

6. Les pays de l'Union ont la faculté d'accorder une durée de protection supérieure à celles prévues aux alinéas précédents.

7. Les pays de l'Union liés par l'Acte de Rome de la présente Convention et qui accordent, dans leur législation nationale en vigueur au moment de la signature du présent Acte, des durées inférieures à celles prévues aux alinéas précédents ont la faculté de les maintenir en adhérant au présent Acte ou en le ratifiant.

8. Dans tous les cas, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée; toutefois, à moins que la législation de ce dernier pays n'en décide autrement, elle n'excédera pas la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre.

## Art. 7bis.

Les dispositions de l'article 7 sont également applicables lorsque le droit d'auteur appartient en commun aux collaborateurs d'une œuvre, sous réserve que les délais consécutifs à la mort de l'auteur soient calculés à partir de la mort du dernier survivant des collaborateurs.

## Art. 6bis.

1. Onafhankelijk van de vermogensrechtelijke auteursrechten en zelfs na overdracht van die rechten behoudt de auteur het recht om het auteurschap van het werk op te eisen en om zich te verzetten tegen elke misvorming, verminking of andere wijziging van dat werk, of tegen elke andere aantasting daarvan die nadeel zou kunnen toebrengen aan zijn eer of zijn goede naam.

2. De krachtens het eerste lid hierboven aan de auteur toegekende rechten worden na zijn dood gehandhaafd ten minste tot het vervallen van de vermogensrechten en uitgeoefend door de daartoe door de nationale wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen bevoegd verklaarde personen of instellingen.

3. De landen, waarvan de wetgeving op het tijdstip van de bekrachtiging van deze Akte of van de toetreding daartoe geen bepalingen bevat die na de dood van de auteur de bescherming verzekeren van alle krachtens het eerste lid hierboven toegekende rechten, zijn evenwel bevoegd te bepalen dat enige van deze rechten niet gehandhaafd blijven na de dood van de auteur.

4. De rechtsmiddelen ter handhaving van de in dit artikel toegekende rechten worden geregeld door de wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

## Art. 7.

1. De duur van de bescherming die door deze Conventie wordt toegekend, omvat het leven van de auteur en vijftig jaren na zijn dood.

2. Voor cinematografische werken hebben de landen van de Unie evenwel de bevoegdheid te bepalen dat de duur van de bescherming verstrijkt vijftig jaar nadat het werk met toestemming van de auteur voor het publiek toegankelijk is gemaakt of dat, bij gebreke van een zodanige gebeurtenis binnen vijftig jaar te rekenen van de vervaardiging van dat werk, de duur van de bescherming vijftig jaar na vervaardiging verstrijkt.

3. Voor anonieme of pseudonieme werken verstrijkt de duur van de door deze Conventie toegekende bescherming vijftig jaar nadat het werk op geoorloofde wijze voor het publiek toegankelijk is gemaakt. Wanneer evenwel de door de auteur aangenomen schuilnaam geen enkele twijfel aan zijn identiteit laat, is de beschermingsduur die welke is voorzien in het eerste lid. Indien de auteur van een anoniem of pseudoniem werk zijn identiteit tijdens het hierboven aangegeven tijdvak openbaart, is de toe te passen beschermingstermijn die welke is voorzien in het eerste lid. De landen van de Unie zijn niet gehouden de anonieme of pseudonieme werken te beschermen waarvan de auteur, naar men redelijkerwijze mag veronderstellen, sedert vijftig jaar dood is.

4. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden de duur van de bescherming van de fotografische werken en werken van toegepaste kunst die als werken van kunst worden beschermd, te regelen; deze beschermingsduur mag echter niet korter zijn dan een periode van vijftig jaar te rekenen van de vervaardiging van dat werk.

5. De beschermingstermijn na de dood van de auteur en de in het tweede, derde en vierde lid hierboven voorziene termijn nemen een aanvang op de datum van de dood of van de in deze leden bedoelde gebeurtenis, maar de duur van deze termijnen wordt slechts berekend met ingang van de eerste januari van het jaar volgend op de dood of die gebeurtenis.

6. De landen van de Unie hebben de bevoegdheid een langere beschermingsduur toe te kennen dan die bedoeld in de voorgaande leden.

7. De landen van de Unie die zijn gebonden door de Akte van Rome van deze Conventie en die in hun nationale wetgeving die van kracht is op het tijdstip van ondertekening van deze Akte, kortere termijnen toekennen dan die welke bedoeld zijn in de voorgaande leden, hebben de bevoegdheid deze bij toetreding tot of bekrachtiging van deze Akte te handhaven.

8. In alle gevallen wordt de duur geregeld door de wet van het land waar de bescherming wordt ingeroepen; tensij de wetgeving van dat land anders beschikt, overschrijdt hij evenwel niet de in het land van oorsprong van het werk vastgestelde duur.

## Art. 7bis.

De bepalingen van het voorgaande artikel zijn eveneens van toepassing wanneer het auteursrecht gemeenschappelijk toebehoort aan de medewerkers aan een werk, met dien verstande dat de termijnen volgend op de dood van de auteur worden berekend vanaf de datum van overlijden van de auteur die het langst in leven gebleven is.

## Art. 8.

Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention jouissent, pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

## Art. 9.

1. Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction de ces œuvres, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

2. Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de permettre la reproduction desdites œuvres dans certains cas spéciaux, pourvu qu'une telle reproduction ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.

3. Tout enregistrement sonore ou visuel est considéré comme une reproduction au sens de la présente Convention.

## Art. 10.

1. Sont licites les citations tirées d'une œuvre, déjà rendue licitement accessible au public, à condition qu'elles soient conformes aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but à atteindre, y compris les citations d'articles de journaux et recueils périodiques sous forme de revues de presse.

2. Est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux, en ce qui concerne la faculté d'utiliser licitement, dans la mesure justifiée par le but à atteindre, des œuvres littéraires ou artistiques à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de publications, d'émissions de radiodiffusion ou d'enregistrements sonores ou visuels, sous réserve qu'une telle utilisation soit conforme aux bons usages.

3. Les citations et utilisations visées aux alinéas précédents devront faire mention de la source et du nom de l'auteur, si ce nom figure dans la source.

## Art. 10bis.

1. Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de permettre la reproduction par la presse, ou la radiodiffusion ou la transmission par fil au public, des articles d'actualité de discussion économique, politique ou religieuse, publiés dans des journaux ou recueils périodiques, ou des œuvres radiodiffusées ayant le même caractère, dans les cas où la reproduction, la radiodiffusion ou ladite transmission n'en est pas expressément réservée. Toutefois, la source doit toujours être clairement indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

2. Il est également réservé aux législations des pays de l'Union de régler les conditions dans lesquelles, à l'occasion de comptes rendus des événements d'actualité par le moyen de la photographie ou de la cinématographie, ou par voie de radiodiffusion ou de transmission par fil au public, les œuvres littéraires ou artistiques vues ou entendues au cours de l'événement peuvent, dans la mesure justifiée par le but d'information à atteindre, être reproduites et rendues accessibles au public.

## Art. 11.

1. Les auteurs d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser :

1° la représentation et l'exécution publiques de leurs œuvres, y compris la représentation et l'exécution publiques par tous moyens ou procédés;

2° la transmission publique par tous moyens de la représentation et de l'exécution de leurs œuvres.

2. Les mêmes droits sont accordés aux auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

## Art. 11bis.

1. Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser :

1° la radiodiffusion de leurs œuvres ou la communication publique de ces œuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images;

## Art. 8.

De door deze Conventie beschermde auteurs van werken van letterkunde en kunst genieten gedurende de gehele duur van hun rechten op het oorspronkelijk werk het uitsluitend recht om vertalingen van hun werken te maken of daartoe toestemming te verlenen.

## Art. 9.

1. De door deze Conventie beschermde auteurs van werken van letterkunde en kunst genieten het uitsluitende recht om toestemming te verlenen tot het veeleelvoudigen van deze werken, ongeacht op welke wijze en in welke vorm.

2. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden in bijzondere gevallen het veeleelvoudigen van genoemde werken toe te staan, mits die veeleelvoudiging geen afbreuk doet aan de normale exploitatie van het werk en de wettige belangen van de auteur niet op ongerechtvaardigde wijze schaadt;

3. Geluids- of beeldopnamen worden beschouwd als een veeleelvoudiging in de zin van deze Conventie.

## Art. 10.

1. Geoorloofd zijn aanhalingen uit een werk dat reeds op geoorloofde wijze voor het publiek toegankelijk is gemaakt, mits zij verenigbaar zijn met de goede gebruiken en voor zover door het doel gerechtvaardigd, zulks met inbegrip van aanhalingen uit artikelen in nieuwsbladen en tijdschriften in de vorm van persoverzichten.

2. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie, alsmede aan de bijzondere overeenkomsten die tussen hen bestaan of gesloten zullen worden, voorbehouden het gebruik toe te staan, voor zover door het doel gerechtvaardigd, van werken van letterkunde of kunst als illustraties bij het onderricht dat wordt gegeven door middel van publikaties, in radio-uitzendingen of geluids- of beeldopnamen, mits een zodanig gebruik verenigbaar is met de goede gebruiken.

3. Bij de aanhalingen en het gebruik bedoeld in de voorgaande leden moeten de bron en de naam van de auteur vermeld worden indien deze naam in de bron voorkomt.

## Art. 10bis.

1. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden de veeleelvoudiging door de pers, de uitzending door de radio of de overbrenging per draad aan het publiek van artikelen waarin actuele vragen van economie, politiek of godsdienst worden behandeld, en die zijn gepubliceerd in nieuwsbladen of tijdschriften, of van door de radio uitgezonden werken van dezelfde aard toe te staan in de gevallen waarin de veeleelvoudiging, de radio-uitzending of de genoemde overbrenging niet uitdrukkelijk zijn voorbehouden. De bron moet echter altijd duidelijk zijn aangegeven; de sanctie op overtreding van deze verplichting wordt bepaald door de wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

2. Het is eveneens aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden de voorwaarden te regelen waaronder ter gelegenheid van verslagen van actuele gebeurtenissen door middel van fotografie, cinematografie of langs de weg van radio-uitzending of overbrenging per draad aan het publiek, de werken van letterkunde of kunst gezien of gehoord tijdens de gebeurtenis, voor zover uit een oogpunt van voorlichting gerechtvaardigd, kunnen worden weergegeven en voor het publiek toegankelijk gemaakt.

## Art. 11.

1. Auteurs van toneelwerken, dramatisch-muzikale werken en muziekwerken genieten het uitsluitend recht toestemming te verlenen tot :

1 de openbare opvoering en uitvoering van hun werken, met inbegrip van openbare opvoering en uitvoering met alle middelen of werkwijzen;

2 de openbare overbrenging met alle middelen van de opvoering en uitvoering van hun werken.

2. Dezelfde rechten worden toegekend aan auteurs van toneelwerken of dramatisch-muzikale werken gedurende de gehele duur van hun rechten op hun oorspronkelijke werk ten aanzien van de vertaling van hun werken.

## Art. 11bis.

1. Auteurs van werken van letterkunde en kunst genieten het uitsluitend recht toestemming te verlenen tot :

1 de radio-uitzending van hun werken of de openbare mededeling van deze werken door ieder ander middel dienend tot het draadloos verspreiden van tekens, geluiden of beelden;

2° toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'œuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine;

3° la communication publique, par haut-parleur ou par tout autre instrument analogue transmetteur de signes, de sons ou d'images, de l'œuvre radiodiffusée.

2. Il appartient aux législations des pays de l'Union de régler les conditions d'exercice des droits visés par l'alinéa 1) ci-dessus, mais ces conditions n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies. Elles ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit moral de l'auteur, ni au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

3. Sauf stipulation contraire, une autorisation accordée conformément à l'alinéa 1) du présent article n'implique pas l'autorisation d'enregistrer, au moyen d'instruments portant fixation des sons ou des images, l'œuvre radiodiffusée. Est toutefois réservé aux législations des pays de l'Union le régime des enregistrements éphémères effectués par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions. Ces législations pourront autoriser la conservation de ces enregistrements dans des archives officielles en raison de leur caractère exceptionnel de documentation.

#### Art. 11ter.

1. Les auteurs d'œuvres littéraires jouissent du droit exclusif d'autoriser :

1° la récitation publique de leurs œuvres, y compris la récitation publique par tous moyens ou procédés;

2° la transmission publique par tous moyens de la récitation de leurs œuvres.

2. Les mêmes droits sont accordés aux auteurs d'œuvres littéraires pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

#### Art. 12.

Les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs œuvres.

#### Art. 13.

1. Chaque pays de l'Union peut, pour ce qui le concerne, établir des réserves et conditions relatives au droit exclusif de l'auteur d'une œuvre musicale et de l'auteur des paroles, dont l'enregistrement avec l'œuvre musicale a déjà été autorisé par ce dernier, d'autoriser l'enregistrement sonore de ladite œuvre musicale, avec, le cas échéant, les paroles; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies et ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

2. Les enregistrements d'œuvres musicales qui auront été réalisés dans un pays de l'Union conformément à l'article 13.3) des Conventions signées à Rome le 2 juin 1928 et à Bruxelles le 26 juin 1948 pourront, dans ce pays, faire l'objet de reproductions sans le consentement de l'auteur de l'œuvre musicale jusqu'à l'expiration d'une période de deux années à partir de la date à laquelle ledit pays devient lié par le présent Acte.

3. Les enregistrements faits en vertu des alinéas 1) et 2) du présent article et importés, sans autorisation des parties intéressées, dans un pays où ils ne seraient pas licites, pourront y être saisis.

#### Art. 14.

1. Les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser :

1° l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces œuvres et la mise en circulation des œuvres ainsi adaptées ou reproduites;

2° la représentation et l'exécution publiques et la transmission par fil au public des œuvres ainsi adaptées ou reproduites.

2. L'adaptation sous toute autre forme artistique des réalisations cinématographiques tirées d'œuvres littéraires ou artistiques reste soumise, sans préjudice de l'autorisation de leurs auteurs, à l'autorisation des auteurs des œuvres originales.

3. Les dispositions de l'article 13.1) ne sont pas applicables.

2 elke openbare mededeling, hetzij met of zonder draad, van het door de radio uitgezonden werk, wanneer deze mededeling door een andere organisatie dan de oorspronkelijke geschiedt;

3 de openbare mededeling van het door de radio uitgezonden werk door een luidspreker of door ieder ander dergelijk instrument dat tekens, geluiden of beelden overbrengt.

2. Het is aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden de voorwaarden vast te stellen tot uitoefening van de in het eerste lid bedoelde rechten, maar die voorwaarden hebben slechts een werking die uitsluitend beperkt blijft tot de landen die ze hebben vastgesteld. Zij kunnen in geen geval afbreuk doen aan het zedelijk recht op een billijke vergoeding die bij gebreke van een minnelijke schikking door het bevoegde gezag wordt vastgesteld.

3. Tenzij anders is overeengekomen, is in een overeenkomstig het eerste lid van dit artikel verleende toestemming niet begrepen de toestemming om het door de radio uitgezonden werk op te nemen door middel van instrumenten die geluiden of beelden vastleggen. Nochtans is het aan de wetgeving van de landen van de Unie voorbehouden een regeling vast te stellen voor kortstondige opnamen, die door een radiozendorganisatie met haar eigen middelen en voor haar eigen uitzendingen tot stand worden gebracht. Die wetgeving kan toestaan dat zulke opnamen uit hoofde van hun uitzonderlijk documentair karakter in officiële archieven worden bewaard.

#### Art. 11ter.

1. Auteurs van letterkundige werken genieten het uitsluitend recht toestemming te verlenen tot :

1 de openbare voordracht van hun werken, met inbegrip van de openbare voordracht met alle middelen of werkwijzen;

2 De openbare overbrenging met alle middelen van de voordracht van hun werken.

2. Dezelfde rechten worden toegekend aan auteurs van letterkundige werken gedurende de gehele duur van hun rechten op het oorspronkelijke werk, ten aanzien van de vertaling van werken.

#### Art. 12.

Auteurs van werken van letterkunde of kunst genieten het uitsluitend recht toestemming te verlenen tot bewerkingen, arrangementen en andere veranderingen van hun werken.

#### Art. 13.

1. Ieder land van de Unie kan, voor zover het dit land zelf aangaat, voorbehouden en voorwaarden vaststellen met betrekking tot het uitsluitend recht van de auteur van een muziekwerk en van de auteur van de woorden, wanneer laatstgenoemde auteur reeds toestemming heeft verleend tot de opname van die woorden tezamen met het muziekwerk, om tot de geluidsopname van genoemd muziekwerk, eventueel met de woorden, toestemming te verlenen : de werking van alle voorbehouden en voorwaarden van dien aard zal evenwel strikt beperkt blijven tot het land dat ze gesteld heeft en zal in geen geval afbreuk kunnen doen aan het aan de auteur toekomend recht op een billijke vergoeding, die bij gebreke van een minnelijke schikking door het bevoegde gezag wordt vastgesteld.

2. De opnamen van muziekwerken die in een land van de Unie zijn gemaakt overeenkomstig artikel 13, derde lid, van de Conventies ondertekend te Rome op 2 juni 1928 en te Brussel op 26 juni 1948 zullen in dat land verveelvoudigd kunnen worden zonder de goedkeuring van de auteur van het muziekwerk tot het verstrijken van een periode van twee jaar te rekenen van de datum waarop genoemd land door deze Akte wordt gebonden.

3. De opnamen die krachtens het eerste en tweede lid van dit artikel zijn gemaakt, en zonder toestemming van de belanghebbenden zijn ingevoerd in een land waar zij niet geoorloofd zijn, kunnen daar in beslag worden genomen.

#### Art. 14.

1. Auteurs van werken van letterkunde of kunst hebben het uitsluitend recht toestemming te verlenen tot :

1 de cinematografische bewerking en weergave van deze werken en het in omloop brengen van de aldus bewerkte of weergegeven werken;

2 de openbare opvoering en uitvoering en de overbrenging per draad aan het publiek van de aldus bewerkte of weergegeven werken.

2. De bewerking in iedere andere kunstvorm van films afgeleid van werken van letterkunde of kunst blijft, onverminderd de toestemming van de auteurs van die films, onderworpen aan de toestemming van de auteurs van de oorspronkelijke werken.

3. De bepalingen van het eerste lid van artikel 13 zijn niet van toepassing.

## Art. 14bis.

1. Sans préjudice des droits de l'auteur de toute œuvre qui pourrait avoir été adaptée ou reproduite, l'œuvre cinématographique est protégée comme une œuvre originale. Le titulaire du droit d'auteur sur l'œuvre cinématographique jouit des mêmes droits que l'auteur d'une œuvre originale, y compris les droits visés à l'article précédent.

2. a. La détermination des titulaires du droit d'auteur sur l'œuvre cinématographique est réservée à la législation du pays où la protection est réclamée.

b. Toutefois, dans les pays de l'Union où la législation reconnaît parmi ces titulaires les auteurs des contributions apportées à la réalisation de l'œuvre cinématographique, ceux-ci, s'ils se sont engagés à apporter de telles contributions, ne pourront, sauf stipulation contraire ou particulière, s'opposer à la reproduction, la mise en circulation, la représentation et l'exécution publiques, la transmission par fil au public, la radiodiffusion, la communication au public, le sous-titrage et le doublage des textes, de l'œuvre cinématographique.

c. La question de savoir si la forme de l'engagement visé ci-dessus doit, pour l'application du sous-alinéa b) précédent, être ou non un contrat écrit ou un acte écrit équivalent est réglée par la législation du pays de l'Union où le producteur de l'œuvre cinématographique a son siège ou sa résidence habituelle. Est toutefois réservée à la législation du pays de l'Union où la protection est réclamée la faculté de prévoir que cet engagement doit être un contrat écrit ou un acte écrit équivalent. Les pays qui font usage de cette faculté devront le notifier au Directeur général par une déclaration écrite qui sera aussitôt communiquée par ce dernier à tous les autres pays de l'Union.

d. Par "stipulation contraire ou particulière", il faut entendre toute condition restrictive dont peut être assorti ledit engagement.

3. A moins que la législation nationale n'en décide autrement, les dispositions de l'alinéa 2)b) ci-dessus ne sont applicables ni aux auteurs des scénarios, des dialogues et des œuvres musicales, créés pour la réalisation de l'œuvre cinématographique, ni au réalisateur principal de celle-ci. Toutefois, les pays de l'Union dont la législation ne contient pas des dispositions prévoyant l'application de l'alinéa 2)b) précité audit réalisateur devront le notifier au Directeur général par une déclaration écrite qui sera aussitôt communiquée par ce dernier à tous les autres pays de l'Union.

## Art. 14ter.

1. En ce qui concerne les œuvres d'art originales et les manuscrits originaux des écrivains et compositeurs, l'auteur -ou, après sa mort, les personnes ou institutions auxquelles la législation nationale donne qualité- jouit d'un droit inaliénable à être intéressé aux opérations de vente dont l'œuvre est l'objet après la première cession opérée par l'auteur.

2. La protection prévue à l'alinéa ci-dessus n'est exigible dans chaque pays de l'Union que si la législation nationale de l'auteur admet cette protection et dans la mesure où le permet la législation du pays où cette protection est réclamée.

3. Les modalités et les taux de la perception sont déterminés par chaque législation nationale.

## Art. 15.

1. Pour que les auteurs des œuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention soient, sauf preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence devant les tribunaux des pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que le nom soit indiqué sur l'œuvre en la manière usitée. Le présent alinéa est applicable, même si ce nom est un pseudonyme, dès lors que le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité.

2. Est présumé producteur de l'œuvre cinématographique sauf preuve contraire, la personne physique ou morale dont le nom est indiqué sur ladite œuvre en la manière usitée.

## Art. 14bis.

1. Onverminderd de rechten van de auteur van elk werk dat is bewerkt of veelelvuldigd, wordt het cinematografische werk beschermd als een oorspronkelijk werk. De rechthebbende op het auteursrecht op het cinematografische werk geniet dezelfde rechten als de auteur van een oorspronkelijk werk waaronder de in het voorgaande artikel bedoelde rechten zijn begrepen.

2. a. Het is aan de wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen, voorbehouden te bepalen wie de rechthebbenden op het auteursrecht op het cinematografische werk zijn.

b. In de landen van de Unie waar de wetgeving als rechthebbenden mede erkent de auteurs die bijdragen hebben geleverd aan de totstandkoming van het cinematografische werk, kunnen deze, wanneer zij zich verbonden hebben tot het leveren van die bijdragen, behoudens andersluidende of bijzondere bepalingen, zich evenwel niet verzetten tegen de veelelvoudiging, het in omloop brengen, de openbare opvoering en uitvoering, de overbrenging per draad aan het publiek, de radio-uitzending, de mededeling aan het publiek, het aanbrenge van ondertitels en het nasynchroniseren van de teksten van het cinematografische werk.

c. De vraag of de hierboven bedoelde verbintenis voor de toepassing van het onder b) bepaalde al dan niet moet zijn aangegaan in de vorm van een schriftelijk contract of een daaraan gelijkwaardig schriftelijk stuk, wordt geregeld door de wetgeving van het land van de Unie waar de producent van het cinematografische werk zijn zetel of zijn verblijfplaats heeft. Aan de wetgeving van het land van de Unie waar de bescherming wordt ingeroepen, is evenwel de bevoegdheid voorbehouden te bepalen dat deze verbintenis in een schriftelijk contract of in een daaraan gelijkwaardig schriftelijk stuk moet worden opgesteld. De landen die van deze bevoegdheid gebruik maken, moeten daarvan kennis geven aan de Directeur-generaal door een schriftelijke verklaring die door deze laatste onmiddellijk ter kennis van alle andere landen van de Unie wordt gebracht.

d. Onder "andersluidende of bijzondere bepalingen" dient te worden verstaan elke beperkende voorwaarde die aan genoemde verbintenis kan worden verbonden.

3. Tenzij de nationale wetgeving anders bepaalt, zijn de bepalingen van het tweede lid, onder b, niet van toepassing op auteurs van scenario's, dialogen en muziekwerken die zijn gemaakt voor het tot stand brengen van het cinematografische werk noch op degene die bij het tot stand brengen daarvan de leiding heeft. De landen van de Unie waarvan de wetgeving evenwel geen bepalingen bevat waarbij wordt voorzien in de toepassing van het tweede lid, onder b, op degene die bij het tot stand brengen van de film de leiding heeft, moeten daarvan kennis geven aan de Directeur-generaal door een schriftelijke verklaring die door de laatste onmiddellijk ter kennis van alle andere landen van de Unie wordt gebracht.

## Art. 14ter.

1. Wat oorspronkelijke kunstwerken en oorspronkelijke handschriften van schrijvers en componisten betreft, geniet de auteur - of, na zijn dood, de door de nationale wetgeving aangewezen personen of instellingen - het onvervreemdbaar recht op een geldelijk voordeel bij elke verkooptransactie van het werk na de eerste overdracht door de auteur.

2. De in het voorgaande lid voorziene bescherming kan in ieder land van de Unie slechts worden ingeroepen indien de nationale wetgeving van de auteur deze bescherming erkent, en in de mate waarin de wetgeving van het land waar deze bescherming wordt ingeroepen, het toestaat.

3. De wijze van inning en de hoogte van de bedragen worden door elke nationale wetgeving bepaald.

## Art. 15.

1. Opdat de auteurs van de door deze Conventie beschermde werken van letterkunde en kunst, behoudens bewijs van het tegendeel, als zodanig worden beschouwd en zij bijgevolg voor de rechter van de landen van de Unie worden toegelaten om vervolging wegens inbreuk in te stellen, is het voldoende dat de naam op de gebruikelijke wijze op het werk vermeld staat. Dit lid is van toepassing, zelfs indien deze naam een schuilnaam is, zodra de door de auteur aangenomen schuilnaam geen twijfel laat ten aanzien van zijn identiteit.

2. Als vervaardiger van een cinematografisch werk wordt, behoudens bewijs van het tegendeel, beschouwd de natuurlijke persoon of rechtspersoon wiens naam op de gebruikelijke wijze op het genoemde werk vermeld staat.

3. Pour les œuvres anonymes et pour les œuvres pseudonymes autres que celles dont il est fait mention à l'alinéa 1) ci-dessus, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'œuvre est, sans autre preuve, réputé représenter l'auteur; en cette qualité, il est fondé à sauvegarder et à faire valoir les droits de celui-ci. La disposition du présent alinéa cesse d'être applicable quand l'auteur a révélé son identité et justifié de sa qualité.

4. a. Pour les œuvres non publiées dont l'identité de l'auteur est inconnue, mais pour lesquelles il y a tout lieu de présumer que cet auteur est ressortissant d'un pays de l'Union, il est réservé à la législation de ce pays la faculté de désigner l'autorité compétente représentant cet auteur et fondée à sauvegarder et à faire valoir les droits de celui-ci dans les pays de l'Union.

b. Les pays de l'Union qui, en vertu de cette disposition, procéderont à une telle désignation, le notifieront au Directeur général par une déclaration écrite où seront indiqués tous renseignements relatifs à l'autorité ainsi désignée. Le Directeur général communiquera aussitôt cette déclaration à tous les autres pays de l'Union.

#### Art. 16.

1. Toute œuvre contrefaite peut être saisie dans les pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

2. Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux reproductions provenant d'un pays où l'œuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

3. La saisie a lieu conformément à la législation de chaque pays.

#### Art. 17.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

#### Art. 18.

1. La présente Convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

2. Cependant, si une œuvre, par l'expiration de la durée de la protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

3. L'application de ce principe aura lieu conformément aux stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

4. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la protection serait étendue par application de l'article 7 ou par abandon de réserves.

#### Art. 19.

Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un pays de l'Union.

#### Art. 20.

Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreront aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par la Convention, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

#### Art. 21.

1. Des dispositions particulières concernant les pays en voie de développement figurent dans l'Annexe.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 28.1)b), l'Annexe forme partie intégrante du présent Acte.

3. Voor anonieme werken en voor andere dan de hierboven in het eerste lid bedoelde pseudonieme werken wordt de uitgever wiens naam op het werk is aangegeven, zonder verder bewijs geacht de auteur te vertegenwoordigen; in deze hoedanigheid is hij gerechtigd diens rechten te beschermen en te doen gelden. De bepaling van dit lid houdt op van toepassing te zijn wanneer de auteur zijn indentiteit heeft onthuld en zijn hoedanigheid heeft aangetoond.

4. a. Voor niet-gepubliceerde werken waarvan de identiteit van de auteur onbekend is, maar waarvoor alle redenen zijn om aan te nemen dat deze auteur onderdaan van een land van de Unie is, is het aan de wetgeving van dat land voorbehouden de bevoegde autoriteit aan te wijzen die deze auteur vertegenwoordigt en gerechtigd is diens rechten te beschermen en te doen gelden in de landen van de Unie.

b. De landen van de Unie die krachtens deze bepaling tot een zodanige aanwijzing overgaan, geven daarvan kennis aan de Directeur-generaal door een schriftelijke verklaring waarin alle gegevens betreffende de aldus aangewezen autoriteit zijn vermeld. De Directeur-generaal brengt deze verklaring onmiddellijk ter kennis van alle andere landen van de Unie.

#### Art. 16.

1. Elk afschrift van een werk waardoor inbreuk wordt gemaakt op het auteursrecht, kan in de landen van de Unie waar het oorspronkelijke werk wettelijke bescherming geniet, in beslag worden genomen.

2. De bepalingen van het voorgaande lid zijn eveneens van toepassing op exemplaren die afkomstig zijn uit een land waar het werk niet of niet meer beschermd wordt.

3. Het beslag wordt gelegd overeenkomstig de wetgeving van elk land.

#### Art. 17.

De bepalingen van deze Conventie kunnen in geen enkel opzicht afbreuk doen aan het recht van de Regering van elk land van de Unie om door maatregelen van wetgeving of bestuur de verspreiding, opvoering of tentoonstelling van elk werk of voortbrengsel ten aanzien waarvan het bevoegde gezag dat recht meent te moeten uitoefenen, toe te staan, onder toezicht te stellen of te verbieden.

#### Art. 18.

1. Deze Conventie is van toepassing op alle werken die op het ogenblik van haar inwerkingtreding nog niet gemeengoed zijn geworden in het land van oorsprong ten gevolge van het verstrijken van de beschermingsduur.

2. Indien echter een werk ten gevolge van het verstrijken van de beschermingsduur die daaraan vroeger was toegekend, gemeengoed is geworden in het land waar de bescherming wordt ingeroepen, zal het daar niet opnieuw worden beschermd.

3. De toepassing van dit beginsel geschiedt overeenkomstig de bepalingen vervat in reeds bestaande of te dien einde tussen landen van de Unie te sluiten bijzondere verdragen. Bij gebreke van dergelijke bepalingen regelen de onderscheiden landen, ieder voor zover het hem aangaat, de wijze van toepassing van dit beginsel.

4. De voorgaande bepalingen zijn eveneens van toepassing in geval van nieuwe toetredingen tot de Unie en in gevallen waarin de bescherming wordt uitgebreid door toepassing van artikel 7 of door het prijsgeven van voorbehouden.

#### Art. 19.

De bepalingen van deze Conventie beletten niet dat een beroep wordt gedaan op een grotere mate van bescherming, die door de wetgeving van een van de landen van de Unie mocht zijn voorgeschreven.

#### Art. 20.

De Regeringen van de landen van de Unie behouden zich het recht voor onderling bijzondere schikkingen te treffen, voor zover deze aan de auteurs ruimere rechten toekennen dan die door de Conventie toegekend, of andere bepalingen bevatten die niet in strijd zijn met deze Conventie. De bepalingen van de bestaande schikkingen die aan de bovenomschreven voorwaarden voldoen, blijven van toepassing.

#### Art. 21.

1. De bijzondere bepalingen betreffende de ontwikkelingslanden zijn vervat in het Aanhangel.

2. Behoudens het bepaalde in artikel 28, eerste lid, letter b, vormt het Aanhangel een integrerend deel van deze Akte.

## Art. 22.

1. a. L'Union a une Assemblée composée des pays de l'Union liés par les articles 22 à 26.

b. Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c. Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

## 2. a. L'Assemblée :

i. traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application de la présente Convention;

ii. donne au Bureau international de la propriété intellectuelle (ci-après dénommé "le Bureau international") visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommée "l'Organisation") des directives concernant la préparation des conférences de révision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union qui ne sont pas liés par les articles 22 à 26;

iii. examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;

iv. élit les membres du Comité exécutif de l'Assemblée;

v. examine et approuve les rapports et les activités de son Comité exécutif et lui donne des directives;

vi. arrête le programme, adopte le budget biennal de l'Union et approuve ses comptes de clôture;

vii. adopte le règlement financier de l'Union;

viii. crée les comités d'experts et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union;

ix. décide quels sont les pays non membres de l'Union et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

x. adopte les modifications des articles 22 à 26;

xi. entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union;

xii. s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique la présente Convention;

xiii. exerce, sous réserve qu'elle les accepte, les droits qui lui sont conférés par la Convention instituant l'Organisation.

b. Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3. a. Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b. La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c. Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

## Art. 22.

1. a. De Unie kent een Algemene Vergadering, samengesteld uit de landen van de Unie die gebonden zijn door de artikelen 22 tot en met 26.

b. De Regering van elk land is vertegenwoordigd door een afgevaardigde, die zich kan doen bijstaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

c. De door elke delegatie gemaakte kosten worden gedragen door de Regering die haar heeft aangewezen.

## 2.a. De Algemene Vergadering :

i. neemt alle vraagstukken in behandeling betreffende de instandhouding en de ontwikkeling van de Unie en de toepassing van deze Conventie;

ii. verstrekt aan het Internationale Bureau voor de Intellectuele Eigendom (hierna te noemen "het Internationale Bureau") bedoeld in het Verdrag tot oprichting van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom (hierna te noemen "de Organisatie") richtlijnen betreffende de voorbereiding van de herzieningsconferenties, hierbij deugdelijk rekening houdend met de opmerkingen van de landen van de Unie die niet zijn gebonden door de artikelen 22 tot en met 26;

iii. bestudeert en hecht haar goedkeuring aan de rapporten en werkzaamheden van de Directeur-generaal van de Organisatie met betrekking tot de Unie en geeft deze alle van belang zijnde richtlijnen met betrekking tot de vraagstukken die tot de competentie van de Unie behoren;

iv. kiest de leden van de Uitvoerende Commissie van de Algemene Vergadering;

v. bestudeert en hecht haar goedkeuring aan de rapporten en werkzaamheden van en geeft richtlijnen aan haar Uitvoerende Commissie;

vi. stelt het programma en de tweejaarlijkse begroting van de Unie vast en keurt haar afrekening goed;

vii. stelt het financiële reglement van de Unie vast;

viii. roept de commissie van deskundigen en de werkgroepen in het leven die zij van belang acht voor de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie;

ix. beslist welke landen, geen leden van de Unie zijnde, en welke intergouvernementele en andere dan gouvernementele, internationale organisaties als waarnemers tot haar vergaderingen kunnen worden toegelaten;

x. neemt de wijzigingen van de artikelen 22 tot en met 26 aan;

xi. verricht iedere andere handeling die dienstig is ter verwezenlijking van de doelstelling van de Unie;

xii. verricht alle overige taken die in deze Conventie besloten liggen;

xiii. oefent, onder voorbehoud dat zij dit aanvaardt, de rechten uit die haar door het Verdrag tot oprichting van de Organisatie zijn toegekend.

b. Aangaande de vraagstukken die eveneens andere door de Organisatie beheerde Unies raken, doet de Algemene Vergadering uitspraak na het advies van de Coördinatiecommissie van de Organisatie te hebben ingewonnen.

3.a. Elk land dat lid is van de Algemene Vergadering heeft één stem.

b. Het quorum wordt gevormd door de helft van de landen die lid zijn van de Algemene Vergadering.

c. Niettegenstaande het bepaalde onder letter b. kunnen, indien gedurende een zitting het aantal vertegenwoordigde landen kleiner is dan de helft, maar gelijk aan of groter dan het derde deel van de landen die lid zijn van de Algemene Vergadering, door die Vergadering besluiten worden genomen; evenwel worden de besluiten van de Algemene Vergadering, met uitzondering van die welke haar eigen procedure betreffen, rechtens eerst uitvoerbaar nadat aan de hierna vermelde voorwaarden is voldaan. Het Internationale Bureau brengt de hier bedoelde besluiten ter kennis van de landen die lid zijn van de Algemene Vergadering die niet vertegenwoordigd waren en verzoekt hun binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de datum van de bedoelde kennisgeving, schriftelijk hun stem uit te brengen of hun onthouding kenbaar te maken. Indien na afloop van deze termijn het aantal landen dat op deze wijze zijn stem heeft uitgebracht of zijn onthouding kenbaar heeft gemaakt, ten minste gelijk is aan het aantal landen dat aan het quorum van de vergadering ontbrak, worden bedoelde besluiten rechtens uitvoerbaar, mits te zelfder tijd de vereiste meerderheid is bereikt.

d. Sous réserve des dispositions de l'article 26.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e. L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f. Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g. Les pays de l'Union qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4. a. L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b. L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande du Comité exécutif ou à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

5. L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

#### Art. 23.

1. L'Assemblée a un Comité exécutif.

2. a. Le Comité exécutif est composé des pays élus par l'Assemblée parmi les pays membres de celle-ci. En outre, le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège dispose, ex officio, d'un siège au Comité, sous réserve des dispositions de l'article 25.7)b).

b. Le Gouvernement de chaque pays membre du Comité exécutif est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c. Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

3. Le nombre des pays membres du Comité exécutif correspond au quart du nombre des pays membres de l'Assemblée. Dans le calcul des sièges à pourvoir, le reste subsistant après la division par quatre n'est pas pris en considération.

4. Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée tient compte d'une répartition géographique équitable et de la nécessité pour les pays parties aux Arrangements particuliers qui pourraient être établis en relation avec l'Union d'être parmi les pays constituant le Comité exécutif.

5. a. Les membres du Comité exécutif restent en fonctions à partir de la clôture de la session de l'Assemblée au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'au terme de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

b. Les membres du Comité exécutif sont rééligibles dans la limite maximale des deux tiers d'entre eux.

c. L'Assemblée réglemente les modalités de l'élection et de la réélection éventuelle des membres du Comité exécutif.

6. a. Le Comité exécutif :

i. prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée;

ii. soumet à l'Assemblée des propositions relatives aux projets de programme et de budget biennal de l'Union préparés par le Directeur général;

iii. [supprimé]

iv. soumet à l'Assemblée, avec les commentaires appropriés, les rapports périodiques du Directeur général et les rapports annuels de vérification des comptes;

v. prend toutes mesures utiles en vue de l'exécution du programme de l'Union par le Directeur général, conformément aux décisions de l'Assemblée et en tenant compte des circonstances survenant entre deux sessions ordinaires de ladite Assemblée;

vi. s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente Convention.

b. Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, le Comité exécutif statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7. a. Le Comité exécutif se réunit une fois par an en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que le Comité de coordination de l'Organisation.

d. Behoudens het bepaalde in het tweede lid van artikel 26 worden de besluiten van de Algemene Vergadering genomen met een meerderheid van tweederde van de uitgebrachte stemmen.

e. Onthouding geldt niet als stem.

f. Een afgevaardigde kan slechts één land vertegenwoordigen en slechts uit naam van dit land zijn stem uitbrengen.

g. De landen van de Unie die geen lid zijn van de Algemene vergadering, kunnen haar vergaderingen bijwonen als waarnemers.

4.a. De Algemene Vergadering komt eens in de twee jaar in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-generaal en, uitzonderlijke omstandigheden daargelaten, gedurende dezelfde periode en te zelfder plaatse als de Algemene Vergadering van de Organisatie.

b. De Algemene Vergadering komt in buitengewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-generaal ingevolge een verzoek van de Uitvoerende Commissie of ingevolge een verzoek van een vierde van de landen die lid zijn van de Algemene Vergadering.

5. De Algemene Vergadering stelt haar reglement van orde vast.

#### Art. 23.

1. De Algemene Vergadering heeft een Uitvoerende Commissie.

2.a. De Uitvoerende Commissie is samengesteld uit landen, door de Algemene Vergadering gekozen uit haar leden. Bovendien beschikt het land op het grondgebied waarvan de Organisatie haar zetel heeft, ambtshalve over een zetel in de Commissie, zulks onder voorbehoud van het bepaalde in het zevende lid, onder letter b, van artikel 25.

b. De Regering van elk land dat lid is van de Uitvoerende Commissie, is vertegenwoordigd door een afgevaardigde die zich kan doen bijstaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

c. De door elke delegatie gemaakte kosten worden gedragen door de Regering die haar heeft aangewezen.

3. Het aantal landen dat lid is van de Uitvoerende Commissie is gelijk aan een vierde van het aantal landen dat lid is van de Algemene Vergadering. Bij de berekening van het aantal zetels wordt het overschot na deling van het aantal door vier buiten beschouwing gelaten.

4. Bij de verkiezing van de leden van de Uitvoerende Commissie houdt de Algemene Vergadering rekening met een billijke geografische verdeling en met het vereiste dat landen die partij zijn bij de bijzondere overeenkomsten aangegaan in verband met de Unie, voorkomen onder de landen die de Uitvoerende Commissie vormen.

5.a. De leden van de Uitvoerende Commissie zijn in functie vanaf de sluiting van de zitting van de Algemene Vergadering tijdens welke zij werden gekozen tot de sluiting van de volgende gewone zitting van de Algemene Vergadering.

b. Ten hoogste tweederde van de zittende leden van de Uitvoerende Commissie zijn herkiesbaar.

c. De Algemene Vergadering stelt de wijze van verkiezing en eventuele herverkiezing van de leden van de uitvoerende Commissie vast.

6. a. De Uitvoerende Commissie :

i. stelt de ontwerp-agenda voor de Algemene Vergadering vast;

ii. legt aan de Algemene Vergadering de door de Directeur-generaal opgestelde voorstellen voor betreffende de ontwerpen voor een programma en een twejaarlijkse begroting van de Unie;

iii. (opgegeven)

iv. legt aan de Algemene Vergadering de van geëigende toelichtingen voorzien periodieke rapporten van de Directeur-generaal alsmede de jaarlijkse rapporten over het nazien van de rekeningen voor;

v. neemt alle maatregelen die met het oog op de uitvoering van het programma van de Unie door de Directeur-Generaal dienstig zijn overeenkomstig de besluiten van de Algemene Vergadering en met inachtneming van al hetgeen zich tussen twee gewone zittingen van de Algemene Vergadering kan voordoen;

vi. verricht alle overige taken die haar in het kader van deze Conventie worden toegewezen.

b. Aangaande de vraagstukken die eveneens andere door de Organisatie beheerde Unies raken, doet de Uitvoerende Commissie uitspraak na het advies van de Coördinatiecommissie van de Organisatie te hebben ingewonnen.

7. a. De Uitvoerende Commissie komt eenmaal per jaar in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-generaal, voor zover mogelijk gedurende dezelfde periode en te zelfder plaatse als de Coördinatiecommissie van de Organisatie.

b. Le Comité exécutif se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.

8. a. Chaque pays membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

b. La moitié des pays membres du Comité exécutif constitue le quorum.

c. Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés.

d. L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

e. Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

9. Les pays de l'Union qui ne sont pas membres du Comité exécutif sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

10. Le Comité exécutif adopte son règlement intérieur.

#### Art. 24.

1. a. Les tâches administratives incombant à l'Union sont assurées par le Bureau international, qui succède au Bureau de l'Union réuni avec le Bureau de l'Union institué par la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle.

b. Le Bureau international assure notamment le secrétariat des divers organes de l'Union.

c. Le Directeur général de l'Organisation est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.

2. Le Bureau international rassemble et publie les informations concernant la protection du droit d'auteur. Chaque pays de l'Union communique aussitôt que possible au Bureau international le texte de toute nouvelle loi ainsi que tous textes officiels concernant la protection du droit d'auteur.

3. Le Bureau international publie un périodique mensuel.

4. Le Bureau international fournit à tout pays de l'Union, sur sa demande, des renseignements sur les questions relatives à la protection du droit d'auteur.

5. Le Bureau international procède à des études et fournit des services destinés à faciliter la protection du droit d'auteur.

6. Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité exécutif et de tout autre comité d'experts ou groupe de travail. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

7. a. Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée et en coopération avec le Comité exécutif, prépare les conférences de révision des dispositions de la Convention autres que les articles 22 à 26.

b. Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de révision.

c. Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

8. Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

#### Art. 25.

1. a. L'Union a un budget.

b. Le budget de l'Union comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c. Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2. Le budget de l'Union est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

b. De Uitvoerende Commissie komt in buitengewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-generaal, hetzij op diens eigen initiatief hetzij ingevolge een verzoek van de voorzitter van de Commissie of van een vierde van haar leden.

8. a. Elk land dat lid is van de Uitvoerende Commissie, heeft één stem.

b. Het quorum wordt gevormd door de helft van de landen die lid zijn van de Uitvoerende Commissie.

c. De besluiten worden genomen bij gewone meerderheid van het aantal uitgebrachte stemmen.

d. Onthouding geldt niet als stem.

e. Een afgevaardigde kan slechts een enkel land vertegenwoordigen en kan slechts uit naam van dit land zijn stem uitbrengen.

9. De landen van de Unie die geen lid zijn van de Uitvoerende Commissie, kunnen haar vergaderingen bijwonen als waarnemers.

10. De Uitvoerende Commissie stelt haar reglement van orde vast.

#### Art. 24.

1. a. De administratieve taken die aan de Unie ten deel vallen, worden verricht door het Internationale Bureau, dat een voortzetting is van het Bureau van de Unie verenigd met het Bureau van de Unie ingesteld bij het Verdrag tot bescherming van de industriële eigendom.

b. Het Internationale Bureau voorziet in het bijzonder in het secretariaat van de verschillende organen van de Unie.

c. De Directeur-generaal van de Organisatie is de hoogste functionaris van de Unie en tevens haar vertegenwoordiger.

2. Het Internationale Bureau verzamelt en publiceert de gegevens betreffende de bescherming van de auteursrechten. Elk land van de Unie stelt het Internationale Bureau zo spoedig mogelijk in kennis van de tekst van alle nieuwe wetten, alsmede van alle officiële teksten betreffende de bescherming van het auteursrecht.

3. Het Internationale Bureau geeft een maandelijks verschijnend blad uit.

4. Op verzoek verstrekt het Internationale Bureau aan elk land van de Unie inlichtingen inzake vraagstukken betreffende de bescherming van de auteursrechten.

5. Het Internationale Bureau verricht studies en verleent diensten ter bevordering van de bescherming van het auteursrecht.

6. De Directeur-generaal en ieder door hem aangewezen lid van het personeel nemen zonder stemrecht deel aan alle bijeenkomsten van de Algemene Vergadering, van de Uitvoerende Commissie en van alle andere commissies van deskundigen of werkgroepen. De Directeur-generaal of een door hem aangewezen lid van het personeel is ambtshalve secretaris van die organen.

7. a. Het Internationale Bureau bereidt volgens de aanwijzingen van de Algemene Vergadering en in samenwerking met de Uitvoerende Commissie de conferenties voor ter herziening van de bepalingen van de Conventie, met uitzondering van de artikelen 22 tot en met 26.

b. Het Internationale Bureau kan bij de voorbereiding van de herzieningsconferenties het advies inwinnen van intergouvernementele en andere dan gouvernementele, internationale organisaties.

c. De Directeur-generaal en de door hem aangewezen personen nemen zonder stemrecht deel aan de beraadslagingen tijdens deze herzieningsconferenties.

8. Het Internationale Bureau voert alle overige aan hem opgedragen taken uit.

#### Art. 25.

1. a. De Unie heeft een begroting.

b. De begroting van de Unie omvat de eigen inkomsten en uitgaven van de Unie, haar bijdragen aan de begroting van de gemeenschappelijke uitgaven van de Unies alsook, indien zulks zich voordoet, het bedrag dat ter beschikking is gesteld van de begroting van de Conferentie van de Organisatie.

c. Als gemeenschappelijke uitgaven van de Unies worden beschouwd die uitgaven die niet uitsluitend ten laste van de Unie komen maar tevens van een of meer andere Unies, welke worden beheerd door de Organisatie. Het aandeel van de Unie in deze gemeenschappelijke uitgaven is evenredig aan het belang dat deze uitgaven voor haar vertegenwoordigen.

2. De begroting van de Unie wordt vastgesteld met inachtneming van de vereisten tot coördinatie met de begrotingen van de andere door de Organisatie beheerde Unies.

3. Le budget de l'Union est financé par les ressources suivantes :

- i. les contributions des pays de l'Union;
- ii. les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union;
- iii. le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union et les droits afférents à ces publications;

- iv. les dons, legs et subventions;
- v. les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4. a. Pour déterminer sa part contributive dans le budget, chaque pays de l'Union est rangé dans une classe et paie ses contributions annuelles sur la base d'un nombre d'unités fixé comme suit :

Classe I.....	25
Classe II.....	20
Classe III.....	15
Classe IV.....	10
Classe V.....	5
Classe VI.....	3
Classe VII.....	1

b. A moins qu'il ne l'ait fait précédemment, chaque pays indique, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, la classe dans laquelle il désire être rangé. Il peut changer de classe. S'il choisit une classe inférieure, le pays doit en faire part à l'Assemblée lors d'une de ses sessions ordinaires. Un tel changement prend effet au début de l'année civile suivant ladite session.

c. La contribution annuelle de chaque pays consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

d. Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

e. Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote, dans aucun des organes de l'Union dont il est membre, si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

f. Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5. Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union est fixé par le Directeur général, qui en fait rapport à l'Assemblée et au Comité exécutif.

6. a. L'Union possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b. Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c. La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7. a. L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation. Aussi longtemps qu'il est tenu d'accorder des avances, ce pays dispose ex officio d'un siège au Comité exécutif.

b. Le pays visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

3. De begroting van de Unie wordt gefinancierd uit de volgende bronnen van inkomsten :

- i. de bijdragen van de landen van de Unie;
- ii. de taksen en gelden verschuldigd voor diensten verleend door het Internationale Bureau met betrekking tot de Unie;
- iii. de opbrengst van de verkoop van de publikaties van het Internationale Bureau betreffende de Unie en de rechten welke op deze publikaties betrekking hebben;
- iv. giften, legaten en subsidies;
- v. huuropbrengsten, renten en overige inkomsten.

4. a. Ter vaststelling van zijn bijdragen aan de begroting behoort ieder land van de Unie tot een klasse en betaalt het zijn jaarlijkse bijdragen op basis van een als volgt vastgesteld aantal eenheden :

Klasse I.....	25
Klasse II.....	20
Klasse III.....	15
Klasse IV.....	10
Klasse V.....	5
Klasse VI.....	3
Klasse VII.....	1

b. Tenzij het zulks reeds eerder heeft gedaan, geeft elk land op het tijdstip van neerlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding de klasse aan waartoe het wenst te behoren. Het kan van klasse veranderen. Indien het een lagere klasse kiest, moet het de Algemene Vergadering tijdens een gewone zitting hiervan in kennis stellen. Een dergelijke verandering gaat in bij het begin van het kalenderjaar volgend op dat van genoemde zitting.

c. De jaarlijkse bijdrage van elk land wordt gevormd door een bedrag waarvan de verhouding tot de totale som van de jaarlijkse bijdragen van alle landen aan de begroting van de Unie dezelfde is als de verhouding tussen het aantal eenheden van de klasse waarin het is ondergebracht en het totale aantal eenheden van de landen gezamenlijk.

d. De bijdragen zijn ieder jaar op 1 januari verschuldigd.

e. Een land dat achterstallig is met de betaling van zijn bijdragen, kan in geen van de organen van de Unie waarvan het lid is, zijn stemrecht uitoefenen indien het bedrag van zijn achterstalligheid gelijk is aan of hoger is dan dat van de bijdragen verschuldigd over twee voorafgaande volle jaren. Het kan dat land evenwel vergund worden de uitoefening van zijn stemrecht in het desbetreffende orgaan te behouden zolang dit orgaan van oordeel is dat de achterstalligheid wordt veroorzaakt door uitzonderlijke en onvermijdelijke omstandigheden.

f. Ingeval een begroting niet is vastgesteld voor de aanvang van het nieuwe begrotingsjaar, wordt de begroting van het voorafgaande jaar aangehouden volgens de werkwijze voorzien in het financieel reglement.

5. Het bedrag van de taksen en gelden verschuldigd voor door het Internationale Bureau met betrekking tot de Unie verleende diensten wordt vastgesteld door de Directeur-generaal, die daarover verslag uitbrengt aan de Algemene Vergadering en de Uitvoerende Commissies.

6. a. De Unie bezit een operationeel fonds dat gevormd wordt door een eenmalige storting van ieder land van de Unie. Indien het fonds ontoereikend blijkt, beslist de Algemene Vergadering tot bijstorting.

b. Het bedrag van de eerste storting door ieder land aan het hiervoor vermelde fonds of van zijn deelneming aan de bijstorting is evenredig aan de bijdrage van dat land voor het jaar waarin het fonds is gesticht of tot bijstorting is besloten.

c. Het aandeel en de wijze van storting worden vastgesteld door de Algemene Vergadering op voorstel van de Directeur-generaal en na ingewonnen advies van de Coördinatiecommissie van de Organisatie.

7. a. De zetelovereenkomst gesloten met het land op het grondgebied waarvan de Organisatie haar zetel heeft, bepaalt dat indien het operationeel fonds niet toereikend is, dat land voorschotten verstrekt. Het bedrag van deze voorschotten en de voorwaarden waaronder zij worden verstrekt, vormen telkenmale het onderwerp van afzonderlijke overeenkomsten tussen het betrokken land en de Organisatie. Zolang dit land gehouden is voorschotten te verstrekken, beschikt het van rechtswege over een zetel in de Uitvoerende Commissie.

b. Het land bedoeld onder letter a) en de Organisatie hebben elk het recht de overeenkomst tot het verstrekken van voorschotten schriftelijk op te zeggen. De opzegging wordt van kracht drie jaar na afloop van het jaar waarin de kennisgeving is gedaan.

8. La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Art. 26.

1. Des propositions de modification des articles 22, 23, 24, 25 et du présent article peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée, par le Comité exécutif ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2. Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 22 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3. Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Art. 27.

1. La présente Convention sera soumise à des révisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

2. A cet effet, des conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays de l'Union, entre les délégués desdits pays.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 26 applicables à la modification des articles 22 à 26, toute révision du présent Acte, y compris l'Annexe, requiert l'unanimité des votes exprimés.

Art. 28.

1. a. Chacun des pays de l'Union qui a signé le présent Acte peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

b. Chacun des pays de l'Union peut déclarer dans son instrument de ratification ou d'adhésion que sa ratification ou son adhésion n'est pas applicable aux articles 1 à 21 et à l'Annexe; toutefois, si ce pays a déjà fait une déclaration selon l'article VI 1) de l'Annexe, il peut seulement déclarer dans ledit instrument que sa ratification ou son adhésion ne s'applique pas aux articles 1 à 20.

c. Chacun des pays de l'Union qui, conformément au sous-alinéa b), a exclu des effets de sa ratification ou de son adhésion les dispositions visées dans ledit sous-alinéa peut, à tout moment ultérieur, déclarer qu'il étend les effets de sa ratification ou de son adhésion à ces dispositions. Une telle déclaration est déposée auprès du Directeur général.

2.a. Les articles 1 à 21 et l'Annexe entrent en vigueur trois mois après que les deux conditions suivantes ont été remplies :

i. cinq pays de l'Union au moins ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré sans faire de déclaration selon l'alinéa 1)b),

ii. l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont devenus liés par la Convention universelle sur le droit d'auteur, telle qu'elle a été révisée à Paris le 24 juillet 1971.

b. L'entrée en vigueur visée au sous-alinéa a) est effective à l'égard des pays de l'Union qui, trois mois au moins avant ladite entrée en vigueur, ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion ne contenant pas de déclaration selon l'alinéa 1)b).

8. Het nazien van de rekeningen wordt verricht op de wijze voorzien in het financieel reglement, door een of meer landen van de Unie of door onafhankelijke controleurs die met hun instemming zijn aangewezen door de Algemene Vergadering.

Art. 26.

1. Voorstellen tot wijziging van de artikelen 22, 23, 24 en 25 en van dit artikel kunnen worden ingediend door ieder land dat lid is van de Algemene Vergadering, door de Uitvoerende Commissie of door de Directeur-generaal. Deze voorstellen worden door laatstgenoemde ten minste zes maanden voor zij aan het onderzoek door de Algemene Vergadering worden onderworpen, medegedeeld aan de landen die lid zijn van de Algemene Vergadering.

2. De wijzigingen van de in het eerste lid genoemde artikelen worden door de Algemene Vergadering aangenomen. Voor deze aanneming is drievierde van de uitgebrachte stemmen vereist; voor de wijziging van artikel 22 en van dit lid is evenwel viervijfde van de uitgebrachte stemmen vereist.

3. De wijzigingen van de in het eerste lid genoemde artikelen worden van kracht een maand na ontvangst door de Directeur-generaal van de schriftelijke verklaringen van aanvaarding, verricht overeenkomstig hun onderscheiden constitutionele procedures, door drievierde van de landen die lid waren van de Algemene Vergadering op het tijdstip waarop de wijziging werd aanvaard. Een aldus aanvaarde wijziging van de genoemde artikelen bindt alle landen die lid zijn van de Algemene Vergadering op het tijdstip waarop de wijziging van kracht wordt of die op een latere datum lid worden; wijzigingen die de financiële verplichtingen van de landen verzwaren, binden evenwel slechts die landen die te kennen hebben gegeven deze wijziging te aanvaarden.

Art. 27.

1. Deze Conventie wordt onderworpen aan herzieningen ten einde daarin wijzigingen aan te brengen die kunnen strekken tot verbetering van het stelsel van de Unie.

2. Te dien einde zullen achtereenvolgens in een van de landen van de Unie conferenties van afgevaardigden van die landen plaatshebben.

3. Behoudens de bepalingen van artikel 26 die van toepassing zijn op de wijziging van de artikelen 22 tot en met 26, is voor elke herziening van deze Conventie, met inbegrip van het Aanhangsel, eenparigheid van stemmen vereist.

Art. 28.

1. a. Elk land van de Unie dat deze akte heeft ondertekend, kan haar bekrachtigen en zo het deze niet heeft ondertekend, daartoe toetreden. De akten van bekrachtiging en toetreding worden neergelegd bij de Directeur-generaal.

b. Elk land van de Unie kan in zijn akte van bekrachtiging of toetreding verklaren dat zijn bekrachtiging of toetreding niet geldt ten aanzien van de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel; indien dit land evenwel reeds een verklaring ingevolge artikel VI, eerste lid, van het Aanhangsel heeft afgelegd, kan het in genoemde akte verklaren dat zijn bekrachtiging of toetreding niet geldt ten aanzien van de artikelen 1 tot en met 20.

c. Elk land van de Unie dat overeenkomstig het bepaalde onder letter b de onder die letter genoemde bepalingen heeft uitgesloten van zijn bekrachtiging of toetreding, kan op elk later tijdstip verklaren dat zijn bekrachtiging of toetreding zich uitstrekt tot deze artikelen. Een zodanige verklaring wordt neergelegd bij de Directeur-generaal.

2. a. De artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel treden in werking drie maanden nadat aan beide onderstaande voorwaarden is voldaan :

i. tenminste vijf landen van de Unie hebben deze Akte bekrachtigd of zijn daartoe toegetreden zonder aflegging van een verklaring zoals bedoeld in het eerste lid, letter b);

ii. Frankrijk, Spanje, de Verenigde Staten van Amerika en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland zijn gebonden door de Universele Auteursrechtconventie, zoals herzien te Parijs op 24 juli 1971.

b. De inwerkingtreding bedoeld in letter a wordt van kracht voor de landen van de Unie die ten minste drie maanden voor genoemde inwerkingtreding akten van bekrachtiging of toetreding hebben neergelegd die geen verklaring zoals bedoeld in het eerste lid, letter b, bevatten.

c. A l'égard de tout pays de l'Union auquel le sous-alinéa b) n'est pas applicable et qui ratifie le présent Acte ou y adhère sans faire de déclaration selon l'alinéa 1)b), les articles 1 à 21 et l'Annexe entrent en vigueur trois mois après la date à laquelle le Directeur général a notifié le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion considéré, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument déposé. Dans ce dernier cas, les articles 1 à 21 et l'Annexe entrent en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

d. Les dispositions des sous-alinéas a) à c) n'affectent pas l'application de l'article VI de l'Annexe.

3. A l'égard de tout pays de l'Union qui ratifie le présent Acte ou y adhère avec ou sans déclaration selon l'alinéa 1)b), les articles 22 à 38 entrent en vigueur trois mois après la date à laquelle le Directeur général a notifié le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion considéré, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument déposé. Dans ce dernier cas, les articles 22 à 38 entrent en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

#### Art. 29.

1. Tout pays étranger à l'Union peut adhérer au présent Acte et devenir, de ce fait, partie à la présente Convention et membre de l'Union. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

2. a. Sous réserve du sous-alinéa b), la présente Convention entre en vigueur à l'égard de tout pays étranger à l'Union trois mois après la date à laquelle le Directeur général a notifié le dépôt de son instrument d'adhésion, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument déposé. Dans ce dernier cas, la présente Convention entre en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

b. Si l'entrée en vigueur en application du sous-alinéa a) précède l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de l'Annexe en application de l'article 28.2)a), ledit pays sera lié, dans l'intervalle, par les articles 1 à 20 de l'Acte de Bruxelles de la présente Convention, qui sont substitués aux articles 1 à 21 et à l'Annexe.

#### Art. 29bis.

La ratification du présent Acte ou l'adhésion à cet Acte par tout pays qui n'est pas lié par les articles 22 à 38 de l'Acte de Stockholm de la présente Convention vaut, à seule fin de pouvoir appliquer l'article 14.2) de la Convention instituant l'Organisation, ratification de l'Acte de Stockholm ou adhésion à cet Acte avec la limitation prévue par l'article 28.1)b) dudit Acte.

#### Art. 30.

1. Sous réserve des exceptions permises par l'alinéa 2) du présent article, par l'article 28.1)b), par l'article 33.2), ainsi que par l'Annexe, la ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

2. a. Tout pays de l'Union ratifiant le présent Acte ou y adhérant peut, sous réserve de l'article V)2) de l'Annexe, conserver le bénéfice des réserves qu'il a formulées antérieurement, à la condition d'en faire la déclaration lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

b. Tout pays étranger à l'Union peut déclarer, en adhérant à la présente Convention et sous réserve de l'article V)2) de l'Annexe, qu'il entend substituer, provisoirement au moins, à l'article 8 du présent Acte, concernant le droit de traduction, les dispositions de l'article 5 de la Convention d'Union de 1886 complétée à Paris en 1896, étant bien entendu que ces dispositions ne visent que la traduction dans une langue d'usage général dans ce pays. Sous réserve de l'article I)6)b) de l'Annexe, tout pays a la faculté d'appliquer, en ce qui concerne le droit de traduction des œuvres ayant pour pays d'origine un pays faisant usage d'une telle réserve, une protection équivalente à celle accordée par ce dernier pays.

c. Tout pays peut, à tout moment, retirer de telles réserves, par notification adressée au Directeur général.

#### Art. 31.

1. Tout pays peut déclarer dans son instrument de ratification ou d'adhésion, ou peut informer le Directeur général par notification écrite à tout moment ultérieur, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires, désignés dans la déclaration ou la notification, pour lesquels il assume la responsabilité des relations extérieures.

c. Voor elk land van de Unie waarop letter b) niet van toepassing is en dat deze Akte bekrachtigt of daartoe toetreedt zonder aflegging van een verklaring ingevolge het eerste lid, letter b, treden de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel in werking drie maanden na de datum waarop de Directeur-generaal kennis heeft gegeven van de neerlegging van de betrokken akte van bekrachtiging of toetreding, tenzij in de neergelegde akte een latere datum is aangegeven. In dat geval treden de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel voor dat land in werking op de aldus aangegeven datum.

d. De bepalingen van de letters a tot en met c laten de toepassing van artikel VI van het Aanhangsel onverlet.

3. Voor elk land van de Unie dat deze Akte bekrachtigt of daartoe toetreedt met of zonder verklaring ingevolge het eerste lid, letter b, treden de artikelen 22 tot en met 38 in werking drie maanden na de datum waarop de Directeur-generaal kennis heeft gegeven van de neerlegging van de betrokken akte van bekrachtiging of toetreding, tenzij in de neergelegde akte een latere datum is aangegeven. In dat geval treden de artikelen 22 tot en met 38 voor dat land in werking op de aldus aangegeven datum.

#### Art. 29.

1. Elk land dat geen lid is van de Unie kan, tot deze akte toetreden en daardoor partij bij deze Conventie en lid van de Unie worden. De akten van toetreding worden neergelegd bij de Directeur-generaal.

2. a. Behoudens het bepaalde in letter b) treedt deze Conventie voor elk land dat geen lid is van de Unie, in werking drie maanden na de datum waarop de Directeur-generaal kennis heeft gegeven van de neerlegging van de akte van toetreding, tenzij in de neergelegde akte een latere datum is aangegeven. In dat geval treedt de Conventie voor dat land in werking op de aldus aangegeven datum.

b. Indien de inwerkingtreding krachtens toepassing van letter a) voorafgaat aan de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel op grond van artikel 28, tweede lid, letter a, zal dat land middelerwijl zijn gebonden door de artikelen 1 tot en met 20 van de Akte van Brussel van deze Conventie, die daarmee in de plaats treden van de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel.

#### Art. 29bis.

De bekrachtiging van of de toetreding tot deze Akte door een land dat niet is gebonden door de artikelen 22 tot en met 38 van de Akte van Stockholm van deze Conventie, staat uitsluitend ten behoeve van de toepassing van artikel 14, tweede lid, van het Verdrag tot oprichting van de Organisatie gelijk met de bekrachtiging van de Akte van Stockholm of toetreding tot deze Akte met de beperking voorzien in artikel 28, eerste lid, letter b) onder i, van genoemde Akte.

#### Art. 30.

1. Behoudens de uitzonderingen toegestaan in het tweede lid van dit artikel, in artikel 28, eerste lid, letter b, in artikel 33, tweede lid, alsmede in het Aanhangsel, houdt bekrachtiging of toetreding van rechtswege in aanvaarding van alle bepalingen en toelating tot alle voordelen in deze Akte vastgelegd.

2. a. Elk land van de Unie dat deze Akte bekrachtigt of daartoe toetreedt, kan behoudens het bepaalde in artikel V, tweede lid, van het Aanhangsel de voorbehouden die het vroeger heeft gemaakt, blijven genieten mits het daaromtrent een verklaring bij de neerlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding aflegt.

b. Elk land dat geen lid is van de Unie, kan behoudens het bepaalde in artikel V, tweede lid, van het Aanhangsel bij toetreding tot deze Akte verklaren dat het voornemens is, althans voorlopig, in plaats van artikel 8 betreffende het recht van vertaling, de bepalingen van artikel 5 van het Unieverdrag van 1886 dat in 1896 te Parijs werd aangevuld, toe te passen, waarbij wel te verstaan is dat deze bepalingen slechts de vertaling in een in dat land algemeen gebruikte taal betreffen. Onder voorbehoud van artikel I, zesde lid, letter b, van het Aanhangsel heeft elk land de bevoegdheid ten aanzien van het recht van vertaling van werken die als land van oorsprong hebben een land dat gebruik maakt van een zodanig voorbehoud, een soortgelijke bescherming toe te passen als die welke door dit laatste land wordt toegekend.

c. Elk land kan op ieder tijdstip zodanige voorbehouden intrekken door een aan de Directeur-generaal gerichte kennisgeving.

#### Art. 31.

1. Elk land kan in zijn akte van bekrachtiging of toetreding verklaren of op ieder tijdstip de Directeur-generaal schriftelijk mededelen dat deze Conventie van toepassing is op alle of op een gedeelte van de gebieden aangegeven in de verklaring of kennisgeving, voor de buitenlandse betrekkingen waarvan dat land verantwoordelijk is.

2. Tout pays qui a fait une telle déclaration ou effectué une telle notification peut, à tout moment, notifier au Directeur général que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie de ces territoires.

3. a. Toute déclaration faite en vertu de l'alinéa 1) prend effet à la même date que la ratification ou l'adhésion dans l'instrument de laquelle elle a été incluse, et toute notification effectuée en vertu de cet alinéa prend effet trois mois après sa notification par le Directeur général.

b. Toute notification effectuée en vertu de l'alinéa 2) prend effet douze mois après sa réception par le Directeur général.

4. Le présent article ne saurait être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des pays de l'Union de la situation de fait de tout territoire auquel la présente Convention est rendue applicable par un autre pays de l'Union en vertu d'une déclaration faite en application de l'alinéa 1).

#### Art. 32.

1. Le présent Acte remplace dans les rapports entre les pays de l'Union, et dans la mesure où il s'applique, la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et les Actes de révision subséquents. Les Actes précédemment en vigueur conservent leur application, dans leur totalité ou dans la mesure où le présent Acte ne les remplace pas en vertu de la phrase précédente, dans les rapports avec les pays de l'Union qui ne ratifieraient pas le présent Acte ou n'y adhéreraient pas.

2. Les pays étrangers à l'Union qui deviennent parties au présent Acte l'appliquent, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3), à l'égard de tout pays de l'Union qui n'est pas lié par cet Acte ou qui, bien qu'en étant lié par celui-ci, a fait la déclaration prévue à l'article 28.1)b). Lesdits pays admettent que le pays de l'Union considéré, dans ses relations avec eux :

i. applique les dispositions de l'Acte le plus récent par lequel il est lié, et

ii. sous réserve de l'article 1)6) de l'Annexe, a la faculté d'adapter la protection au niveau prévu par le présent Acte.

3. Tout pays qui a invoqué le bénéfice de l'une quelconque des facultés prévues par l'Annexe peut appliquer les dispositions de l'Annexe qui concernent la ou les facultés dont il a invoqué le bénéfice dans ses relations avec tout autre pays de l'Union qui n'est pas lié par le présent Acte, à condition que ce dernier pays ait accepté l'application desdites dispositions.

#### Art. 33.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs pays de l'Union concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui ne sera pas réglé par voie de négociation, peut être porté par l'un quelconque des pays en cause devant la Cour internationale de Justice par voie de requête conforme au Statut de la Cour, à moins que les pays en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement. Le Bureau international sera informé par le pays requérant du différend soumis à la Cour; il en donnera connaissance aux autres pays de l'Union.

2. Tout pays peut, au moment où il signe le présent Acte ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'alinéa 1). En ce qui concerne tout différend entre un tel pays et tout autre pays de l'Union, les dispositions de l'alinéa 1) ne sont pas applicables.

3. Tout pays qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2) peut, à tout moment, la retirer par une notification adressée au Directeur général.

#### Art. 34.

1. Sous réserve de l'article 29bis, aucun pays ne peut adhérer, après l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de l'Annexe, à des Actes antérieurs de la présente Convention ni les ratifier.

2. Après l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de l'Annexe, aucun pays ne peut faire de déclaration en vertu de l'article 5 du Protocole relatif aux pays en voie de développement annexé à l'Acte de Stockholm.

2. Elk land dat een zodanige verklaring heeft afgelegd of een zodanige mededeling heeft gedaan, kan te allen tijde de Directeur-generaal ervan in kennis stellen dat deze Conventie niet langer van toepassing is op alle of op een gedeelte van deze gebieden.

3. a. Verklaringen krachtens het eerste lid treden in werking op dezelfde datum als de bekrachtiging of toetreding vermeld in de akte waarin zij werden opgenomen en mededelingen gedaan krachtens dat lid treden in werking drie maanden na kennisgeving daarvan door de Directeur-generaal.

b. Mededelingen krachtens het tweede lid treden in werking twaalf maanden na ontvangst daarvan door de Directeur-generaal.

4. Dit artikel mag evenwel in geen geval zodanig worden uitgelegd dat het de erkenning of stilzwijgende aanvaarding door een van de landen van de Unie zou inhouden van de feitelijke situatie van elk gebied waarop een ander land van de Unie deze Conventie toepasselijk doet zijn ingevolge een verklaring als bedoeld in het eerste lid.

#### Art. 32.

1. Deze Akte vervangt in de betrekkingen tussen de landen van de Unie en voor zover zij van toepassing is, de Berner Conventie van 9 september 1886 en de daarop gevolgde Akten van herziening. De Akten die tevoren van kracht waren, blijven in hun geheel of voor zover deze Akte daarvoor niet in plaats treedt krachtens de voorgaande zin, van toepassing in de betrekkingen met de landen van de Unie die deze Akte niet bekrachtigen of daartoe niet toetreden.

2. Landen die geen lid van de Unie zijn en partij worden bij deze Akte, passen haar onder voorbehoud van het bepaalde in het derde lid toe ten aanzien van elk land van de Unie dat niet is gebonden door deze Akte of dat, daardoor gebonden zijnde, de verklaring bedoeld in artikel 28, eerste lid, letter b, heeft afgelegd. Deze landen stemmen ermee in dat het bedoelde land van de Unie in zijn betrekkingen met hen :

i. de bepalingen toepast van de meeste recente Akte waardoor het gebonden is, en

ii. behoudens het bepaalde in artikel I, zesde lid, van het Aanhanssel de bevoegdheid heeft de bescherming aan het niveau voorzien in deze Akte aan te passen.

3. Een land dat gebruik heeft gemaakt van een van de mogelijkheden voorzien in het Aanhanssel, kan de bepalingen van het Aanhanssel die betrekking hebben op die mogelijkheid of mogelijkheden waarvan het gebruik heeft gemaakt, invoeren in zijn betrekkingen met elk ander land van de Unie dat niet gebonden is door deze Akte, mits laatstgenoemd land de toepassing van deze bepalingen heeft aanvaard.

#### Art. 33.

1. Elk geschil tussen twee of meer landen van de Unie betreffende de uitlegging of de toepassing van deze Conventie dat niet door onderhandelingen kan worden beslecht, kan door een van de betrokken landen worden voorgelegd aan het Internationale Gerechtshof door middel van een verzoek overeenkomstig het Statuut van het Hof, tenzij de betrokken landen een andere wijze van beslechting van het geschil overeenkomen. Het land dat het geschil aan het Hof heeft voorgelegd, stelt het Internationale Bureau hiervan in kennis; het Bureau brengt de zaak onder de aandacht van de andere landen van de Unie.

2. Elk land kan op het tijdstip waarop het deze Akte ondertekent of zijn akte van bekrachtiging of toetreding neerlegt, verklaren dat het zich niet gebonden acht door het bepaalde in het eerste lid. Met betrekking tot geschillen tussen een zodanig land en een ander land van de Unie zijn de bepalingen van het eerste lid niet van toepassing.

3. Elk land dat een verklaring overeenkomstig het bepaalde in het tweede lid aflegt, kan deze te allen tijde intrekken door een aan de Directeur-generaal gerichte kennisgeving.

#### Art. 34.

1. Behoudens het bepaalde in artikel 29bis kan een land na de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot en met 21 en van het Aanhanssel niet meer toetreden tot voorgaande Akten van deze Conventie of deze bekrachtiging.

2. Na de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot en met 21 en van het Aanhanssel kan een land niet meer een verklaring afleggen krachtens artikel 5 van het Protocol betreffende ontwikkelingslanden gehecht aan de Akte van Stockholm.

## Art. 35.

1. La présente Convention demeure en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout pays peut dénoncer le présent Acte par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation emporte aussi dénonciation de tous les Actes antérieurs et ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, la Convention restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union.

3. La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

4. La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union.

## Art. 36.

1. Tout pays partie à la présente Convention s'engage à adopter, conformément à sa constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

2. Il est entendu qu'au moment où un pays devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

## Art. 37.

1. a. Le présent Acte est signé en un seul exemplaire dans les langues anglaise et française et, sous réserve de l'alinéa 2), est déposé auprès du Directeur général.

b. Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, espagnole, italienne et portugaise, et dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.

c. En cas de contestation sur l'interprétation des divers textes, le texte français fera foi.

2. Le présent Acte reste ouvert à la signature jusqu'au 31 janvier 1972. Jusqu'à cette date, l'exemplaire visé à l'alinéa 1) a) sera déposé auprès du Gouvernement de la République française.

3. Le Directeur général transmet deux copies certifiées conformes du texte signé du présent Acte aux Gouvernements de tous les pays de l'Union et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.

4. Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union les signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion et de déclarations comprises dans ces instruments ou faites en application des articles 28.1)c), 30.2)a) et 30.2)b) et 33.2), l'entrée en vigueur de toutes dispositions du présent Acte, les notifications de dénonciation et les notifications faites en application des articles 30.2)c), 31.1) et 31.2), 33.3) et 38.1), ainsi que les notifications visées dans l'Annexe.

## Art. 38.

1. Les pays de l'Union qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou qui n'y ont pas adhéré et qui ne sont pas liés par les articles 22 à 26 de l'Acte de Stockholm peuvent, jusqu'au 26 avril 1975, exercer, s'ils le désirent, les droits prévus par lesdits articles comme s'ils étaient liés par eux. Tout pays qui désire exercer lesdits droits dépose à cette fin auprès du Directeur général une notification écrite qui prend effet à la date de sa réception. De tels pays sont réputés être membres de l'Assemblée jusqu'à ladite date.

2. Aussi longtemps que tous les pays de l'Union ne sont pas devenus membres de l'Organisation, le Bureau international de l'Organisation agit également en tant que Bureau de l'Union, et le Directeur général en tant que Directeur de ce Bureau.

3. Lorsque tous les pays de l'Union sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de l'Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

## Art. 35.

1. Deze Conventie blijft voor onbepaalde tijd van kracht.

2. Elk land kan deze Akte opzeggen door een aan de Directeur-generaal te richten schriftelijke kennisgeving. Deze opzegging houdt tevens opzegging van alle vroegere Akten in en betreft slechts het land dat heeft opgezegd; de Conventie blijft van kracht en van toepassing ten aanzien van de andere landen van de Unie.

3. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de Directeur-generaal de kennisgeving heeft ontvangen.

4. De bevoegdheid tot opzegging bedoeld in dit artikel kan door een land slechts worden uitgeoefend na afloop van een termijn van vijf jaren te rekenen van de datum waarop dat land lid van de Unie is geworden.

## Art. 36.

1. Elk land, partij bij deze Conventie, verbindt zich overeenkomstig zijn grondwet ertoe de nodige maatregelen te treffen om de toepassing van deze Conventie te verzekeren.

2. Het is wel verstaan dat op het ogenblik waarop een land wordt gebonden door deze Conventie, het overeenkomstig zijn binnenlandse wetgeving in staat is aan de bepalingen van deze Conventie uitvoering te geven.

## Art. 37.

1. a. Deze akte wordt ondertekend in een enkel exemplaar in de Franse en de Engelse taal en, behoudens het bepaalde in het tweede lid, neergelegd bij de Directeur-generaal.

b. Officiële teksten worden vastgelegd door de Directeur-generaal na raadpleging van de betrokken Regeringen, in de Arabische, de Duitse, de Italiaanse, de Portugese en de Spaanse taal en in andere door de Algemene Vergadering aan te wijzen talen.

c. In geval van geschillen omtrent de uitlegging van de verschillende teksten is de Franse tekst gezaghebbend.

2. Deze Akte staat open voor ondertekening tot 31 januari 1972. Tot die datum is het exemplaar bedoeld in het eerste lid, letter a, neergelegd bij de Regering van de Franse Republiek.

3. De Directeur-generaal verstrekt twee door hem voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van de ondertekende tekst van deze Akte aan de Regeringen van alle landen van de Unie en op verzoek aan de Regeringen van andere landen.

4. De Directeur-generaal doet deze Akte registreren bij het Secretariaat van de Verenigde naties.

5. De Directeur-generaal brengt de ondertekeningen, de neerleggingen van akten van bekrachtiging of toetreding en de verklaringen vervat in deze akten, dan wel afgelegd ingevolge de artikelen 28, eerste lid, letter c, 30, tweede lid, letters a en b, en 33, tweede lid, de inwerkingtreding van alle bepalingen van deze Akte, de kennisgevingen van opzegging en de mededelingen gedaan ingevolge de artikelen 30, tweede lid, letter c, 31, eerste en tweede lid, 33, derde lid, en 38, eerste lid, alsmede de mededelingen bedoeld in het Aanhangsel ter kennis van de Regeringen van alle landen van de Unie.

## Art. 38.

1. De landen van de Unie die deze Akte hebben bekrachtigd of daartoe niet zijn toetreden en die niet zijn gebonden door de artikelen 22 tot en met 26 van de Akte van Stockholm, kunnen indien zij dit wensen, tot 26 april 1975 de rechten uitoefenen bedoeld in genoemde artikelen alsof zij door deze artikelen waren gebonden. Elk land dat deze rechten wenst uit te oefenen, richt tot dit doel een schriftelijke kennisgeving aan de Directeur-generaal, waarvan de rechtsgevolgen ingaan op de datum van ontvangst. Zodanige landen worden geacht lid te zijn van de Algemene Vergadering tot genoemde datum.

2. Zolang niet alle landen van de Unie lid van de Organisatie zijn geworden, treedt het Internationale Bureau van de Organisatie tevens op als Bureau van de Unie en de Directeur-generaal als Directeur van dit Bureau.

3. Wanneer alle landen van de Unie lid van de Organisatie zijn geworden, gaan de rechten, verplichtingen en goederen van het Bureau en de Unie over op het Internationale Bureau van de Organisatie.

## Annexe

## Art. I.

1. Tout pays considéré, conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme un pays en voie de développement, qui ratifie le présent Acte, dont la présente Annexe forme partie intégrante, ou qui y adhère et qui, eu égard à sa situation économique et à ses besoins sociaux ou culturels, ne s'estime pas en mesure dans l'immédiat de prendre les dispositions propres à assurer la protection de tous les droits tels que prévus dans le présent Acte, peut, par une notification déposée auprès du Directeur général, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou, sous réserve de l'article V)1)c), à toute date ultérieure, déclarer qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par l'article II ou de celle prévue par l'article III ou de l'une et l'autre de ces facultés. Il peut, au lieu d'invoquer le bénéfice de la faculté prévue par l'article II, faire une déclaration conformément à l'article V)1)a).

2. a. Toute déclaration faite aux termes de l'alinéa 1) et notifiée avant l'expiration d'une période de dix ans, à compter de l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de la présente Annexe conformément à l'article 28.2), reste valable jusqu'à l'expiration de ladite période. Elle peut être renouvelée en tout ou en partie pour d'autres périodes successives de dix ans par notification déposée auprès du Directeur général pas plus de quinze mois mais pas moins de trois mois avant l'expiration de la période décennale en cours.

b. Toute déclaration faite aux termes de l'alinéa 1) et notifiée après l'expiration d'une période de dix ans, à compter de l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de la présente Annexe conformément à l'article 28.2), reste valable jusqu'à l'expiration de la période décennale en cours. Elle peut être renouvelée comme prévu dans la seconde phrase du sous-alinéa a).

3. Tout pays de l'Union qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement tel que visé à l'alinéa 1) n'est plus habilité à renouveler sa déclaration telle que prévue à l'alinéa 2) et, qu'il retire ou non officiellement sa déclaration, ce pays perdra la possibilité d'invoquer le bénéfice des facultés visées à l'alinéa 1), soit à l'expiration de la période décennale en cours, soit trois ans après qu'il aura cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

4. Lorsqu'au moment où la déclaration faite aux termes de l'alinéa 1) ou de l'alinéa 2) cesse d'être valable il y a en stock des exemplaires produits sous l'empire d'une licence accordée en vertu des dispositions de la présente Annexe, de tels exemplaires pourront continuer d'être mis en circulation jusqu'à leur épuisement.

5. Tout pays qui est lié par les dispositions du présent Acte et qui a déposé une déclaration ou une notification conformément à l'article 31.1) au sujet de l'application dudit Acte à un territoire particulier dont la situation peut être considérée comme analogue à celle des pays visés à l'alinéa 1) peut, à l'égard de ce territoire, faire la déclaration visée à l'alinéa 1. et la notification de renouvellement visée à l'alinéa 2). Tant que cette déclaration ou cette notification sera valable, les dispositions de la présente Annexe s'appliqueront au territoire à l'égard duquel elle a été faite.

6. a. Le fait qu'un pays invoque le bénéfice de l'une des facultés visées à l'alinéa 1) ne permet pas à un autre pays de donner, aux œuvres dont le pays d'origine est le premier pays en question, une protection inférieure à celle qu'il est obligé d'accorder selon les articles 1 à 20.

b. La faculté de réciprocité prévue par l'article 30.2)b), deuxième phrase, ne peut, jusqu'à la date à laquelle expire le délai applicable conformément à l'article 1)3), être exercée pour les œuvres dont le pays d'origine est un pays qui a fait une déclaration conformément à l'article V)1)a).

## Art. II.

1. Tout pays qui a déclaré qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par le présent article sera habilité, pour ce qui concerne les œuvres publiées sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction, à substituer au droit exclusif de traduction prévu par l'article 8 un régime de licences non exclusives et incessibles, accordées par l'autorité compétente dans les conditions ci-après et conformément à l'article IV.

## Aanhangsel

## Art. I.

1. Een land dat overeenkomstig de gevestigde gebruiken van de Algemene vergadering van de Verenigde Naties als ontwikkelingsland wordt beschouwd en dat deze Akte waarvan dit Aanhangsel een integrerend deel uitmaakt, bekrachtigt of daartoe toetreedt en dat zich, gelet op zijn economische situatie en zijn sociale of culturele behoeften, niet in staat acht om terstond de nodige regelingen te treffen ten einde de bescherming te verzekeren van alle rechten zoals bepaald in deze akte kan door middel van een kennisgeving neergelegd bij de Directeur-generaal op het tijdstip van neerlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding of behoudens het bepaalde in artikel V, eerste lid, letter c, op elk later tijdstip verklaren dat het zich beroept op de mogelijkheid voorzien in artikel II of op die voorzien in artikel III, dan wel op beide. In plaats van een beroep te doen op de mogelijkheid voorzien in artikel II, kan het een verklaring afleggen overeenkomstig artikel V, eerste lid, letter a.

2. a. Een ingevolge het eerste lid afgelegde verklaring waarvan kennis wordt gegeven voor het verstrijken van een tijdvak van tien jaar te rekenen van de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot en met 21 en van dit Aanhangsel overeenkomstig artikel 28, tweede lid, blijft geldig tot het verstrijken van genoemd tijdvak. Zij kan geheel of gedeeltelijk worden verlengd voor verder achtereenvolgende tijdvakken van tien jaar door middel van een kennisgeving, niet langer dan vijftien maanden doch uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van het lopende tijdvak van tien jaar neergelegd bij de Directeur-generaal.

b. Een ingevolge het eerste lid afgelegde verklaring waarvan kennis is gegeven na het verstrijken van een tijdvak van tien jaar te rekenen van de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot en met 21 en van dit Aanhangsel overeenkomstig artikel 28, tweede lid, blijft van kracht tot het verstrijken van het lopende tijdvak van tien jaar. Zij kan worden verlengd zoals bepaald in de tweede zin van letter a.

3. Een land van de Unie dat niet langer wordt beschouwd als ontwikkelingsland zoals bedoeld in het eerste lid, is niet langer bevoegd zijn verklaring te verlengen zoals bepaald in het tweede lid. Ongeacht of dit land zijn verklaring al dan niet officieel intrekt, kan het zich niet meer beroepen op de mogelijkheden voorzien in het eerste lid, en wel hetzij bij het verstrijken van het lopende tijdvak van tien jaar, hetzij drie jaar nadat het niet langer als ontwikkelingsland wordt beschouwd, waarbij de termijn die het laatste verstrijkt, moet worden aangehouden.

4. Wanneer er op het tijdstip waarop de verklaring afgelegd ingevolge het eerste of het tweede lid, niet langer geldig is, een voorraad exemplaren is, vervaardigd uit hoofde van een vergunning verleend krachtens de bepalingen van dit Aanhangsel, kan worden voortgegaan met het in omloop brengen van die exemplaren tot het tijdstip waarop de voorraad is uitverkocht.

5. Een land dat is gebonden door de bepalingen van deze akte en dat overeenkomstig artikel 31, eerste lid, een verklaring of een kennisgeving heeft neergelegd betreffende de toepassing van deze Akte voor een bepaald gebied, waarvan de situatie kan worden beschouwd als overeenkomend met die van de landen bedoeld in het eerste lid, kan ten aanzien van dat gebied de in het eerste lid bedoelde verklaring afleggen en de in het tweede lid bedoelde kennisgeving van verlenging verrichten. Zolang deze verklaring of kennisgeving geldig blijft, zijn de bepalingen van deze Akte van toepassing voor het gebied ten aanzien waarvan zij is gedaan.

6. a. Het feit dat een land zich beroept op een van de mogelijkheden voorzien in het eerste lid, geeft een ander land niet de vrijheid aan de werken waarvan het eerste land het land van oorsprong is, een geringere bescherming toe te kennen dan waartoe het is verplicht ingevolge de artikelen 1 tot en met 20.

b. Van de mogelijkheid tot wederkerigheid voorzien in artikel 30, tweede lid, letter b, tweede zin, kan tot de datum waarop de termijn die ingevolge artikel I, derde lid, van toepassing is, verstrijkt, geen gebruik worden gemaakt voor werken uit een land van oorsprong dat een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig artikel V, eerste lid, letter a.

## Art. II.

1. Elk land dat heeft verklaard de mogelijkheid voorzien in dit artikel in te roepen, is bevoegd, wat de werken betreft die in gedrukte vorm of in enigerlei andere soortgelijke vorm van veelevoudiging zijn gepubliceerd, het uitsluitende recht tot vertaling voorzien in artikel 8 te vervangen door een stelsel van vergunningen die noch uitsluitend noch overdraagbaar zijn en die door de bevoegde autoriteit op de onderstaande voorwaarden en overeenkomstig artikel IV verleend worden.

2. a. Sous réserve de l'alinéa 3), lorsque, à l'expiration d'une période de trois années ou d'une période plus longue déterminée par la législation nationale dudit pays, à compter de la première publication d'une œuvre, la traduction n'en a pas été publiée dans une langue d'usage général dans ce pays, par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, tout ressortissant dudit pays pourra obtenir une licence pour faire une traduction de l'œuvre dans ladite langue et publier cette traduction sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction.

b. Une licence peut aussi être accordée en vertu du présent article si toutes les éditions de la traduction publiée dans la langue concernée sont épuisées.

3. a. Dans le cas de traductions dans une langue qui n'est pas d'usage général dans un ou plusieurs pays développés, membres de l'Union, une période d'une année sera substituée à la période de trois années visée à l'alinéa 2)a).

b. Tout pays visé à l'alinéa 1) peut, avec l'accord unanime des pays développés, membres de l'Union, dans lesquels la même langue est d'usage général, remplacer, dans le cas de traductions vers cette langue, la période de trois ans visée à l'alinéa 2)a) par une période plus courte fixée conformément audit accord, cette période ne pouvant toutefois être inférieure à une année. Néanmoins, les dispositions de la phrase précédente ne sont pas applicables lorsque la langue dont il s'agit est l'anglais, l'espagnol ou le français. Tout accord en ce sens sera notifié au Directeur général par les Gouvernements qui l'auront conclu.

4. a. Toute licence visée au présent article ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai supplémentaire de six mois, dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période de trois années, et de neuf mois, dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période d'une année,

i. à compter de la date à laquelle le requérant accomplit les formalités prévues par l'article IV)1);

ii. ou bien, si l'identité ou l'adresse du titulaire du droit de traduction n'est pas connue, à compter de la date à laquelle le requérant procède, comme prévu à l'article IV)2), à l'envoi des copies de la requête soumise par lui à l'autorité qui a compétence pour accorder la licence.

b. Si, durant le délai de six ou de neuf mois, une traduction dans la langue pour laquelle la requête a été soumise est publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, aucune licence ne sera accordée en vertu du présent article.

5. Toute licence visée au présent article ne pourra être accordée qu'à l'usage scolaire, universitaire ou de la recherche.

6. Si la traduction d'une œuvre est publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation à un prix comparable à celui qui est en usage dans le pays en cause pour des œuvres analogues, toute licence accordée en vertu du présent article prendra fin si cette traduction est dans la même langue et son contenu essentiellement le même que celle de celui de la traduction publiée en vertu de la licence. La mise en circulation de tous les exemplaires déjà produits avant l'expiration de la licence pourra se poursuivre jusqu'à leur épuisement.

7. Pour les œuvres qui sont composées principalement d'illustrations, une licence pour faire et publier une traduction du texte et pour reproduire et publier les illustrations ne peut être accordée que si les conditions de l'article III sont également remplies.

8. Aucune licence ne peut être accordée en vertu du présent article lorsque l'auteur a retiré de la circulation tous les exemplaires de son œuvre.

9. a. Une licence pour faire une traduction d'une œuvre qui a été publiée sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction peut aussi être accordée à tout organisme de radiodiffusion ayant son siège dans un pays visé à l'alinéa 1), à la suite d'une demande faite auprès de l'autorité compétente de ce pays par ledit organisme, pourvu que toutes les conditions suivantes soient remplies :

i. la traduction est faite à partir d'un exemplaire produit et acquis en conformité avec la législation dudit pays;

ii. la traduction est utilisable seulement dans les émissions destinées à l'enseignement ou à la diffusion d'informations à caractère scientifique ou technique destinées aux experts d'une profession déterminée;

2. a. Behoudens het bepaalde in het derde lid kan wanneer bij het verstrijken van een tijdvak van drie jaar of van een langer tijdvak bepaald door de nationale wetgeving van genoemd land te rekenen van de eerste publikatie van een werk, door de rechthebbende op het vertaalrecht of met zijn toestemming geen vertaling is gepubliceerd in een algemeen in dat land gebruikte taal, elke onderdaan van genoemd land een vergunning verwerven om een vertaling van het werk in genoemde taal te maken en deze vertaling te publiceren in gedrukte vorm of in een andere soortgelijke vorm van veelevoudiging.

b. Krachtens dit artikel kan eveneens een vergunning worden verleend indien alle uitgaven van de in de betrokken taal gepubliceerde vertaling zijn uitverkocht.

3. a. In geval van vertalingen in een taal die niet algemeen wordt gebruikt in een of meer ontwikkelde landen, leden van de Unie, wordt het tijdvak van drie jaar bedoeld in het tweede lid, letter a, vervangen door een tijdvak van een jaar.

b. Een land bedoeld in het eerste lid kan met de eenstemmige goedkeuring van de ontwikkelde landen, leden van de Unie, waar dezelfde taal algemeen wordt gebruikt, in het geval van vertalingen in die taal, het tijdvak van drie jaar bedoeld in het tweede lid, letter a, vervangen door een korter tijdvak vastgesteld bij genoemde goedkeuring, waarbij dit tijdvak evenwel niet korter mag zijn dan een jaar. De bepalingen van de voorgaande zin zijn niettemin niet van toepassing wanneer de betrokken taal het Engels, het Spaans of het Frans is. Elke goedkeuring in deze zin wordt door de Regeringen die haar hebben verleend, ter kennis gebracht van de Directeur-generaal.

4. a. Een in dit artikel bedoelde vergunning kan ingeval zij kan worden verworven na het verstrijken van een tijdvak van drie jaar, slechts worden verleend na een aanvullend tijdvak van zes maanden en ingeval zij kan worden verworven na het verstrijken van een tijdvak van een jaar, na een aanvullend tijdvak van negen maanden,

i. te rekenen van de datum waarop de aanvrager de formaliteiten bepaald in artikel IV, eerste lid, heeft vervuld;

ii. dan wel, indien de identiteit of het adres van de rechthebbende op het aanvraagstuk niet bekend is, te rekenen van de datum waarop de aanvrager, zoals bepaald in artikel IV, tweede lid, afschriften van de door hem ingediende aanvraag toezendt aan de autoriteit die bevoegd is om de vergunning te verlenen.

b. Indien gedurende het tijdvak van zes of negen maanden een vertaling in de taal waarvoor het verzoek werd ingediend, wordt gepubliceerd door de rechthebbende op het vertaalrecht of met zijn toestemming, wordt geen vergunning krachtens dit artikel verleend.

5. Een in dit artikel bedoelde vergunning kan slechts worden verleend voor gebruik bij het onderwijs aan scholen en universiteiten of bij wetenschappelijk onderzoek.

6. Indien de vertaling van een werk door de rechthebbende op het vertaalrecht of met zijn toestemming wordt gepubliceerd tegen een prijs vergelijkbaar met die welke in het betrokken land voor soortgelijke werken gebruikelijk is, neemt een krachtens dit artikel verleende vergunning een einde indien het een vertaling betreft in dezelfde taal als die van de krachtens de vergunning gepubliceerde vertaling en haar inhoud in hoofdzaak dezelfde is. Het in omloop brengen van alle reeds voor het verstrijken van de vergunning vervaardigde exemplaren kan worden voortgezet totdat zij zijn uitverkocht.

7. Voor werken die voornamelijk bestaan uit illustraties kan slechts een vergunning om een vertaling van de tekst te maken en te publiceren en om de illustraties te reproduceren en te publiceren worden verleend indien eveneens is voldaan aan de voorwaarden van artikel III.

8. Er kan geen vergunning krachtens dit artikel worden verleend wanneer de auteur alle exemplaren van zijn werk uit de circulatie heeft genomen.

9. a. Een vergunning voor het maken van een vertaling van een werk dat in gedrukte vorm of in enigerlei andere soortgelijke vorm van weergave is gepubliceerd, kan ook worden verleend aan een radiozend-organisatie die haar zetel heeft in een in het eerste lid bedoeld land naar aanleiding van een door genoemde organisatie bij de bevoegde autoriteit van dat land ingediende aanvraag mits is voldaan aan alle onderstaande voorwaarden :

i. de vertaling wordt gemaakt aan de hand van een exemplaar dat is vervaardigd en verkregen in overeenstemming met de wetgeving van genoemd land;

ii. de vertaling kan alleen gebruikt worden in uitzendingen bestemd voor het onderwijs of de verspreiding van wetenschappelijke of technische voorlichting bestemd voor deskundigen van een bepaald beroep;

iii. la traduction est utilisée exclusivement aux fins énumérées au point ii) dans des émissions faites licitement et destinées aux bénéficiaires du territoire dudit pays, y compris les émissions faites au moyen d'enregistrements sonores ou visuels réalisés licitement et exclusivement pour de telles émissions;

iv. toutes les utilisations faites de la traduction n'ont aucun caractère lucratif.

b. Des enregistrements sonores ou visuels d'une traduction qui a été faite par un organisme de radiodiffusion sous l'empire d'une licence accordée en vertu du présent alinéa peuvent, aux fins et sous réserve des conditions énumérées dans le sous-alinéa a) et avec l'accord de cet organisme, être aussi utilisés par tout autre organisme de radiodiffusion ayant son siège dans le pays dont l'autorité compétente a accordé la licence en question.

c. Pourvu que tous les critères et conditions énumérés au sous-alinéa a) soient respectés, une licence peut également être accordée à un organisme de radiodiffusion pour traduire tout texte incorporé dans une fixation audio-visuelle faite et publiée aux seules fins de l'usage scolaire et universitaire.

d. Sous réserve des sous-alinéa a) à c), les dispositions des alinéas précédents sont applicables à l'octroi et à l'exercice de toute licence accordée en vertu du présent alinéa.

#### Art. III.

1. Tout pays qui a déclaré qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par le présent article sera habilité à substituer au droit exclusif de reproduction prévu à l'article 9 un régime de licences non exclusives et incessibles, accordées par l'autorité compétente dans les conditions ci-après et conformément à l'article IV.

2. a. A l'égard d'une œuvre à laquelle le présent article est applicable en vertu de l'alinéa 7) et lorsque, à l'expiration

i. de la période fixée à l'alinéa 3) et calculée à partir de la première publication d'une édition déterminée d'une telle œuvre, ou

ii. d'une période plus longue fixée par la législation nationale du pays visé à l'alinéa 1) et calculée à partir de la même date, des exemplaires de cette édition n'ont pas été mis en vente, dans ce pays, pour répondre aux besoins, soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, par le titulaire du droit de reproduction ou avec son autorisation, à un prix comparable à celui qui est en usage dans ledit pays pour des œuvres analogues, tout ressortissant dudit pays pourra obtenir une licence pour reproduire et publier cette édition, à ce prix ou à un prix inférieur, en vue de répondre aux besoins de l'enseignement scolaire et universitaire.

b. Une licence pour reproduire et publier une édition qui a été mise en circulation comme le décrit le sous-alinéa a) peut aussi être accordée en vertu des conditions prévues par le présent article si, après l'expiration de la période applicable, des exemplaires autorisés de cette édition ne sont plus en vente, pendant une durée de six mois, dans le pays concerné pour répondre aux besoins, soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, à un prix comparable à celui qui est demandé dans ledit pays pour des œuvres analogues.

3. La période à laquelle se réfère l'alinéa 2)a)i) est de cinq années. Toutefois,

i. pour les œuvres qui traitent des sciences exactes et naturelles et de la technologie, elle sera de trois années;

ii. pour les œuvres qui appartiennent au domaine de l'imagination, telles que les romans, les œuvres poétiques, dramatiques et musicales, et pour les livres d'art, elle sera de sept années.

4. a. Dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période de trois années, la licence ne pourra être accordée en vertu du présent article avant l'expiration d'un délai de six mois

i. à compter de la date à laquelle le requérant accomplit les formalités prévues par l'article IV)1);

ii. ou bien, si l'identité ou l'adresse du titulaire du droit de reproduction n'est pas connue, à compter de la date à laquelle le requérant procède, comme prévu à l'article IV)2), à l'envoi des copies de la requête soumise par lui à l'autorité qui a compétence pour accorder la licence.

b. Dans les autres cas et si l'article IV)2) est applicable, la licence ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de l'envoi des copies de la requête.

iii. de vertaling wordt uitsluitend gebruikt voor de in punt ii opgesomde doeleinden in uitzendingen die op rechtmatige wijze plaatsvinden en zijn bestemd voor degenen die ze op het grondgebied van genoemd land kunnen ontvangen, met inbegrip van uitzendingen door middel van geluid- of beeldopnamen die op rechtmatige wijze en uitsluitend voor zodanige uitzendingen zijn vervaardigd;

iv. alle gebruik dat van de vertaling wordt gemaakt, geschiedt zonder winst oogmerk.

b. Geluid- en beeldopnamen van een vertaling door een radiozend-organisatie vervaardigd op grond van een krachtens dit lid verleende vergunning kunnen, voor de doeleinden en onder voorbehoud van de voorwaarden opgesomd in letter a en met goedkeuring van deze organisatie, ook worden gebruikt door elke andere radiozendorganisatie die haar zetel heeft in het land waarvan de bevoegde autoriteit de betrokken vergunning heeft verleend.

c. Mits wordt voldaan aan alle criteria en voorwaarden opgesomd in letter a kan ook een vergunning worden verleend aan een radiozend-organisatie voor vertalingen van teksten verwerkt in een audiovisuele opname vervaardigd en gepubliceerd voor uitsluitend gebruik op scholen of aan universiteiten.

d. Behoudens het bepaalde in de letters a tot en met c zijn de bepalingen van de voorgaande leden van toepassing op de verlening en het gebruik van elke krachtens dit lid verleende vergunning.

#### Art. III.

1. Een land dat heeft verklaard de bij dit artikel voorziene mogelijkheid in te roepen, is bevoegd het uitsluitend recht van verveelvoudiging voorzien in artikel 9 te vervangen door een stelsel van vergunningen die uitsluitend noch overdraagbaar zijn en die door de bevoegde autoriteit op de onderstaande voorwaarden en overeenkomstig artikel IV verleend worden.

2. a. Ten aanzien van een werk waarop dit artikel krachtens het zevende lid van toepassing is en wanneer bij het verstrijken

i. van het tijdvak vastgesteld in het derde lid berekend vanaf de eerste publicatie van een bepaalde uitgave van een zodanig werk, of

ii. van een langer tijdvak vastgesteld door de nationale wetgeving van het in het eerste lid bedoelde land berekend vanaf dezelfde datum, door de rechthebbende op het recht van verveelvoudiging of met zijn toestemming tegen een prijs vergelijkbaar met die welke in genoemd land gebruikelijk is voor soortgelijke werken, geen exemplaren van deze uitgave te koop zijn aangeboden in dat land om te voldoen aan de behoeften van het grote publiek of die van het onderwijs aan scholen en universiteiten, kan elke onderdaan van genoemd land een vergunning verwerven voor verveelvoudiging en publicatie van deze uitgave tegen die prijs of tegen een lagere prijs ten einde te voldoen aan de behoeften van het schoolonderwijs en het universitaire onderwijs.

b. Een vergunning voor de verveelvoudiging en publicatie van een uitgave die op de wijze als beschreven in letter a in omloop is gebracht, kan ook worden verleend krachtens de voorwaarden bepaald in dit artikel indien na het verstrijken van het toepasselijke tijdvak in het betrokken land gedurende zes maanden geen exemplaren van deze uitgave waarvoor toestemming was verleend, meer in de handel zijn om te voldoen aan de behoeften van het grote publiek of aan die van het onderwijs aan scholen en universiteiten, tegen een prijs vergelijkbaar met die welke in genoemd land voor soortgelijke werken wordt gevraagd.

3. Het tijdvak bedoeld in het tweede lid, letter a, onder i, is vijf jaar.

i. voor werken betreffende exacte wetenschappen, natuurwetenschappen en technologie is het evenwel drie jaar;

ii. voor werken behorend tot het rijk van de verbeelding zoals romans, dichtwerken, dramatische werken en muziekwerken en voor kunstboeken is het evenwel zeven jaar.

4. a. Ingeval zij na verstrijken van een tijdvak van drie jaar kan worden verworven, kan de vergunning krachtens dit artikel slechts worden verleend na verstrijken van een termijn van zes maanden

i. te rekenen van de datum waarop de aanvrager de formaliteiten bepaald in artikel IV, eerste lid, heeft voltooid;

ii. dan wel indien de identiteit of het adres van de rechthebbende op het recht van verveelvoudiging niet bekend is, te rekenen van de datum waarop de aanvrager zoals bepaald in artikel IV, tweede lid, afschriften zendt van de aanvraag die hij heeft ingediend bij de autoriteit die bevoegd is om de vergunning te verlenen.

b. In andere gevallen en indien artikel IV, tweede lid, van toepassing is, kan de vergunning slechts worden verleend na verstrijken van een termijn van drie maanden te rekenen van de verzending van de afschriften van de aanvraag.

c. Si durant le délai de six ou de trois mois visé aux sous-alinéas a) et b) la mise en vente comme le décrit l'alinéa 2)a) a eu lieu, aucune licence ne sera accordée en vertu du présent article.

d. Aucune licence ne peut être accordée lorsque l'auteur a retiré de la circulation tous les exemplaires de l'édition pour la reproduction et la publication de laquelle la licence a été demandée.

5. Une licence en vue de reproduire et de publier une traduction d'une œuvre ne sera pas accordée, en vertu du présent article, dans les cas ci-après :

i. lorsque la traduction dont il s'agit n'a pas été publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation;

ii. lorsque la traduction n'est pas faite dans une langue d'usage général dans le pays où la licence est demandée.

6. Si des exemplaires d'une édition d'une œuvre sont mis en vente dans le pays visé à l'alinéa 1) pour répondre aux besoins, soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, par le titulaire du droit de reproduction ou avec son autorisation, à un prix comparable à celui qui est en usage dans ledit pays pour des œuvres analogues, toute licence accordée en vertu du présent article prendra fin si cette édition est dans la même langue et son contenu essentiellement le même que celle et celui de l'édition publiée en vertu de la licence. La mise en circulation de tous les exemplaires déjà produits avant l'expiration de la licence pourra se poursuivre jusqu'à leur épuisement.

7. a. Sous réserve du sous-alinéa b), les œuvres auxquelles le présent article est applicable ne sont que les œuvres publiées sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction.

b. Le présent article est également applicable à la reproduction audio-visuelle de fixations licites audio-visuelles en tant qu'elles constituent ou incorporent des œuvres protégées ainsi qu'à la traduction du texte qui les accompagne dans une langue d'usage général dans le pays où la licence est demandée, étant bien entendu que les fixations audio-visuelles dont il s'agit ont été conçues et publiées aux seules fins de l'usage scolaire et universitaire.

#### Art. IV.

1. Toute licence visée à l'article II ou à l'article III ne pourra être accordée que si le requérant, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays en cause, justifie avoir demandé au titulaire du droit l'autorisation de faire une traduction et de la publier ou de reproduire et publier l'édition, selon le cas, et n'a pu obtenir son autorisation, ou, après dues diligences de sa part, n'a pu l'atteindre. En même temps qu'il fait cette demande au titulaire du droit, le requérant doit en informer tout centre national ou international d'information visé à l'alinéa 2).

2. Si le titulaire du droit n'a pu être atteint par le requérant, celui-ci doit adresser, par la poste aérienne, sous pli recommandé, des copies de la requête soumise par lui à l'autorité qui a compétence pour accorder la licence, à l'éditeur dont le nom figure sur l'œuvre et à tout centre national ou international d'information qui peut avoir été désigné, dans une notification déposée à cet effet auprès du Directeur général, par le Gouvernement du pays où l'éditeur est présumé avoir le siège principal de ses opérations.

3. Le nom de l'auteur doit être indiqué sur tous les exemplaires de la traduction ou de la reproduction publiée sous l'empire d'une licence accordée en vertu de l'article II ou de l'article III. Le titre de l'œuvre doit figurer sur tous ces exemplaires. S'il s'agit d'une traduction, le titre original de l'œuvre doit en tout cas figurer sur tous ceux-ci.

4. a. Toute licence accordée en vertu de l'article II ou de l'article III ne s'étendra pas à l'exportation d'exemplaires et elle ne sera valable que pour la publication de la traduction ou de la reproduction, selon le cas, à l'intérieur du territoire du pays où cette licence a été demandée.

b. Aux fins de l'application du sous-alinéa a), doit être regardé comme exportation l'envoi d'exemplaires à partir d'un territoire vers le pays qui, pour ce territoire, a fait une déclaration conformément à l'article I)5).

c. Indien gedurende de termijn van zes of drie maanden bedoeld in letter a en b, het ten verkoop aanbieden zoals beschreven in het tweede lid, letter a, heeft plaatsgevonden, wordt geen vergunning krachtens dit artikel verleend.

d. Er kan geen vergunning worden verleend indien de auteur alle exemplaren van de uitgave voor de verveelvoudiging en publikatie waarvan de vergunning wordt gevraagd, uit de circulatie heeft genomen.

5. Een vergunning voor de verveelvoudiging en publikatie van een vertaling wordt niet krachtens dit artikel verleend in de onderstaande gevallen :

i. wanneer de betrokken vertaling niet werd gepubliceerd door de rechthebbende op het vertaalrecht of met zijn toestemming;

ii. wanneer de vertaling niet is vervaardigd in een taal die algemeen wordt gebruikt in het land waar de vergunning wordt gevraagd.

6. Indien door de rechthebbenden op het recht van verveelvoudiging of met zijn toestemming tegen een prijs vergelijkbaar met die welke in genoemd land gebruikelijk is voor soortgelijke werken, exemplaren van een uitgave van een werk te koop worden aangeboden in het in het eerste lid bedoelde land om te voldoen aan de behoeften van het grote publiek of die van het onderwijs aan scholen en universiteiten, wordt een krachtens dit artikel verleende vergunning beëindigd indien deze uitgave is gesteld in dezelfde taal als en haar inhoud in wezen gelijk is aan die van de krachtens de vergunning gepubliceerde uitgave. Het in omloop brengen van alle reeds voor het verstrijken van de vergunning vervaardigde exemplaren kan worden voortgezet totdat zij zijn uitverkocht.

7. a. Behoudens het bepaalde in letter b zijn werken waarop dit artikel van toepassing is, alleen werken die zijn gepubliceerd in gedrukte vorm of in een andere soortgelijke vorm van verveelvoudiging.

b. Dit artikel is eveneens van toepassing op de audiovisuele verveelvoudiging van op rechtmatige wijze gemaakte audiovisuele opnamen voor zover zij beschermde werken vormen of omvatten, alsook op de vertaling van de begeleidende tekst in een taal die algemeen wordt gebruikt in het land waar de vergunning wordt aangevraagd, met dien verstande dat de desbetreffende audiovisuele opnamen uitsluitend zijn bedoeld en zijn gepubliceerd voor gebruik bij het onderwijs aan scholen en universiteiten.

#### Art. IV.

1. Een vergunning zoals bedoeld in artikel II of III kan slechts worden verleend indien de aanvrager overeenkomstig de bepalingen die in het betrokken land van kracht zijn, bewijst dat hij, al naar het geval, de rechthebbende heeft verzocht om toestemming tot het vervaardigen en publiceren van een vertaling en tot het verveelvoudigen en publiceren van de uitgaven, en dat hij niet diens toestemming heeft kunnen verkrijgen of, na van zijn kant het nodige te hebben verricht, de rechthebbende niet heeft kunnen bereiken. Tegelijk met het verzoek aan de rechthebbende dient de aanvrager de nationale of internationale inlichtingencentra bedoeld in het tweede lid hiervan in kennis te stellen.

2. Indien de rechthebbende niet door de aanvrager kon worden bereikt, dient laatstgenoemde aangetekend per luchtpost afschriften van de door hem bij de autoriteit die bevoegd is om de vergunning te verlenen ingediende aanvraag toe te zenden aan de uitgever wiens naam is vermeld op het werk en aan elk nationaal of internationaal inlichtingencentrum dat door de Regering van het land waar de uitgever wordt verondersteld zijn voornaamste zetel van werkzaamheden te hebben, is aangegeven in een hiertoe bij de Directeur-generaal neergelegde kennisgeving.

3. De naam van de auteur dient te worden vermeld op alle exemplaren van de vertaling of de verveelvoudiging die is gepubliceerd uit hoofde van een krachtens artikel II of III verleende vergunning. De titel van het werk dient te worden vermeld op al deze exemplaren. Indien het een vertaling betreft, dient de oorspronkelijke titel van het werk in elk geval op alle exemplaren te worden vermeld.

4. a. Een vergunning die krachtens artikel II of III verleend is, strekt zich niet uit tot de uitvoer van exemplaren en geldt slechts voor de publikatie van de vertalingen, onderscheidenlijk verveelvoudiging, binnen het grondgebied van het land waar deze vergunning werd aangevraagd.

b. Voor de toepassing van letter a dient als uitvoer te worden beschouwd, het zenden van exemplaren uit een gebied naar het land dat voor dat gebied een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig artikel I, vijfde lid.

c. Lorsqu'un organisme gouvernemental ou tout autre organisme public d'un pays qui a accordé, conformément à l'article II, une licence de faire une traduction dans une langue autre que l'anglais, l'espagnol ou le français envoie des exemplaires de la traduction publiée en vertu d'une telle licence à un autre pays, une telle expédition ne sera pas considérée, aux fins du sous-alinéa a), comme étant une exportation si toutes les conditions suivantes sont remplies :

i. les destinataires sont des particuliers ressortissants du pays dont l'autorité compétente a accordé la licence, ou des organisations groupant de tels ressortissants;

ii. les exemplaires ne sont utilisés que pour l'usage scolaire, universitaire ou de la recherche;

iii. l'envoi des exemplaires et leur distribution ultérieure aux destinataires n'ont aucun caractère lucratif; et

iv. le pays auquel les exemplaires ont été envoyés a conclu un accord avec le pays dont l'autorité compétente a délivré la licence pour en autoriser la réception, ou la distribution, ou ces deux opérations, et le Gouvernement de ce dernier pays a notifié au Directeur général un tel accord.

5. Tout exemplaire publié sous l'empire d'une licence accordée en vertu de l'article II ou de l'article III doit contenir une mention dans la langue appropriée précisant que l'exemplaire n'est mis en circulation que dans le pays ou le territoire auquel ladite licence s'applique.

6. a. Des mesures appropriées seront prises sur le plan national pour que

i. la licence comporte en faveur du titulaire du droit de traduction ou de reproduction, selon le cas, une rémunération équitable et conforme à l'échelle des redevances normalement versées dans le cas de licences librement négociées entre les intéressés dans les deux pays concernés; et

ii. soient assurés le paiement et le transfert de cette rémunération; s'il existe une réglementation nationale en matière de devises, l'autorité compétente ne ménagera aucun effort, en recourant aux mécanismes internationaux, pour assurer le transfert de la rémunération en monnaie internationalement convertible ou en son équivalent.

b. Des mesures appropriées seront prises dans le cadre de la législation nationale pour que soit garantie une traduction correcte de l'œuvre ou une reproduction exacte de l'édition dont il s'agit, selon le cas.

#### Art. V.

1. a. Tout pays habilité à déclarer qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par l'article II peut, lorsqu'il ratifie le présent Acte, ou y adhère, au lieu de faire une telle déclaration,

i. faire, s'il est un pays auquel l'article 30.2)a) est applicable, une déclaration aux termes de cette disposition pour ce qui concerne le droit de traduction;

ii. faire, s'il est un pays auquel l'article 30.2)a) n'est pas applicable, et même s'il n'est pas un pays étranger à l'Union, une déclaration comme prévu par l'article 30.2)b), première phrase.

b. Dans le cas d'un pays qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement tel que visé à l'article I)1), une déclaration faite conformément au présent alinéa reste valable jusqu'à la date à laquelle expire le délai applicable conformément à l'article I)3).

c. Tout pays qui a fait une déclaration conformément au présent alinéa ne peut invoquer ultérieurement le bénéfice de la faculté prévue par l'article II, même s'il retire ladite déclaration.

2. Sous réserve de l'alinéa 3), tout pays qui a invoqué le bénéfice de la faculté prévue par l'article II ne peut faire ultérieurement une déclaration conformément à l'alinéa 1).

3. Tout pays qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement tel que visé à l'article I)1) pourra, deux ans au plus tard avant l'expiration du délai applicable conformément à l'article I)3), faire une déclaration au sens de l'article 30.2)b), première phrase, nonobstant le fait qu'il ne s'agit pas d'un pays étranger à l'Union. Cette déclaration prendra effet à la date à laquelle expire le délai applicable conformément à l'article I)3).

c. Wanneer een overheidsorgaan of een ander openbaar orgaan van een land dat overeenkomstig artikel II een vergunning heeft verleend voor een vertaling in een andere taal dan het Engels, het Frans of het Spaans exemplaren van de krachtens een zodanige vergunning gepubliceerde vertaling zendt naar een andere land, wordt een zodanige zending niet als uitvoer beschouwd voor de toepassing van letter a indien is voldaan aan alle onderstaande voorwaarden :

i. de geadresseerden zijn particulieren, onderdanen van het land waarvan de bevoegde autoriteit de vergunning heeft verleend of organisaties waartoe zodanige onderdanen behoren;

ii. de exemplaren worden slechts gebruikt bij het onderwijs aan scholen en universiteiten of bij wetenschappelijk onderzoek;

iii. de zending van exemplaren en latere verspreiding daarvan onder de geadresseerden geschieden geheel zonder winst oogmerk;

iv. het land waarheen de exemplaren worden gezonden, heeft met het land waarvan de bevoegde autoriteit de vergunning heeft verleend, een overeenkomst gesloten om de ontvangst of de verspreiding of beide goed te keuren en de Regering van laatstgenoemd land heeft de Directeur-generaal van een zodanige overeenkomst in kennis gesteld.

5. Elk exemplaar dat is gepubliceerd uit hoofde van een vergunning die krachtens artikel II of III verleend is, dient in de passende taal een vermelding te bevatten waarin nader wordt aangegeven dat het exemplaar slechts in omloop wordt gebracht in het land of gebied waarvoor genoemde vergunning van toepassing is.

6. a. Er worden op nationaal niveau passende maatregelen genomen opdat

i. de vergunning ten gunste van de rechthebbende op het vertaalrecht, onderscheidenlijk het recht tot verveelvoudiging, een billijke vergoeding vermeldt welke in overeenstemming is met de gebruikelijke normen voor vergoedingen die worden betaald in het geval van vergunningen waarover tussen de belanghebbenden in de beide betrokken landen vrij is onderhandeld; en

ii. de betaling en overmaking van deze bezoldiging worden gewaarborgd; indien er nationale deviezenvoorschriften bestaan, zal de bevoegde autoriteit alle moeite aanwenden om, gebruik makend van de internationale kanalen, de overmaking van de vergoeding te verzekeren in internationaal inwisselbare munt of in de tegenwaarde daarvan.

b. In het kader van de nationale wetgeving worden passende maatregelen genomen opdat een juiste vertaling van het werk of een nauwkeurige weergave van de betrokken uitgave, al naar het geval, wordt gewaarborgd.

#### Art. V.

1. a. Een land dat bevoegd is te verklaren dat het zich beroept op de mogelijkheid voorzien in artikel II, kan wanneer het deze Akte bekrachtigt of daartoe toetreedt, in plaats van een zodanige verklaring,

i. indien het een land is waarop artikel 30, tweede lid, letter a, van toepassing is, een verklaring in de zin van die bepaling afleggen ten aanzien van het recht van vertaling;

ii. indien het een land is waarop artikel 30, tweede lid, letter a, niet van toepassing is en zelfs indien het een land is dat geen lid is van de Unie, een verklaring afleggen zoals bepaald in artikel 30, tweede lid, letter b, eerste zin.

b. In het geval van een land dat niet langer wordt beschouwd als ontwikkelingsland zoals bedoeld in artikel I, eerste lid, blijft een verklaring die overeenkomstig dit lid afgelegd is, geldig tot de datum waarop de termijn die overeenkomstig artikel I, derde lid, van toepassing is, verstrijkt.

c. Een land dat een verklaring overeenkomstig dit lid heeft afgelegd, kan zich later niet beroepen op de mogelijkheid voorzien in artikel II, zelfs al zou het deze verklaring intrekken.

2. Behoudens het bepaalde in het derde lid kan een land dat zich heeft beroepen op de mogelijkheid voorzien in artikel III, later niet een verklaring overeenkomstig het eerste lid afleggen.

3. Een land dat niet langer wordt beschouwd als ontwikkelingsland zoals bedoeld in artikel I, eerste lid, kan uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de termijn die overeenkomstig artikel I, derde lid, van toepassing is, een verklaring afleggen in de zin van artikel 30, tweede lid, letter b, eerste zin, zulks ongeacht het feit dat het niet een land betreft dat geen lid van de Unie is. Deze verklaring wordt van kracht op de datum waarop de termijn die overeenkomstig artikel I, derde lid, van toepassing is, verstrijkt.

## Art. VI.

1. Tout pays de l'Union peut déclarer, à partir de la date du présent Acte et à tout moment avant de devenir lié par les articles 1 à 21 et par la présente Annexe :

i. s'il s'agit d'un pays qui, s'il était lié par les articles 1 à 21 et par la présente Annexe, serait habilité à invoquer le bénéfice des facultés visées à l'article I)1), qu'il appliquera les dispositions de l'article II) ou de l'article III), ou bien des deux, aux œuvres dont le pays d'origine est un pays qui, en application du point ii) ci-après, accepte l'application de ces articles à de telles œuvres ou qui est lié par les articles 1 à 21 et par la présente Annexe; une telle déclaration peut se référer à l'article V) au lieu de l'article II);

ii. qu'il accepte l'application de la présente Annexe aux œuvres dont il est le pays d'origine, par les pays qui ont fait une déclaration en vertu du point i) ci-dessus ou une notification en vertu de l'article I).

2. Toute déclaration selon l'alinéa 1) doit être faite par écrit et déposée auprès du Directeur général. Elle prend effet à la date de son dépôt.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Acte.

Fait à Paris, le 24 juillet 1971.

## Art. VI.

1. Elk land van de Unie kan verklaren met ingang van de dagtekening van deze Akte en op elk tijdstip voordat het wordt gebonden door de artikelen 1 tot en met 21 en door dit Aangangsel :

i. dat het, indien het een land betreft dat, ware het gebonden door de artikelen 1 tot en met 21 en door dit Aangangsel, bevoegd zou zijn zich te beroepen op de mogelijkheden bedoeld in artikel I, eerste lid, de bepalingen van artikel II of III, dan wel van beide, toepast op de werken waarvan het land van oorsprong een land is dat met toepassing van punt ii hieronder de toepassing van deze artikelen op zodanige werken aanvaardt of dat is gebonden door de artikelen 1 tot en met 21 en door dit Aangangsel; in een zodanige verklaring kan worden verwezen naar artikel V in plaats van naar artikel II;

ii. dat het de toepassing van dit Aangangsel door de landen die een verklaring hebben afgelegd krachtens punt i hierboven of een kennisgeving hebben gedaan krachtens artikel I, aanvaardt ten aanzien van de werken waarvan het zelf het land van oorsprong is.

2. Een verklaring ingevolge het eerste lid dient schriftelijk te worden gegeven en te worden neergelegd bij de Directeur-generaal. Zij wordt van kracht op de datum van neerlegging.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Akte hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, 24 juli 1971.